Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 9/1895-10/1896 (1898)

Artikel: Lehrerschaft
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-10926

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Übersicht der Unterrichtsstunden.

Semester	I.	II.	III.	IV.	V.	VI.	VII.
Pädagogik	—	—	—	3	3	5	5
Methodik des Sprachunterrichts	—	—	—	—	—	2	2
Methodik in verschiedenen Fächern	—	—	—	—	3	1	1
Religion	2	2	3	2	3	1	1
Deutsche Sprache	6	6	6	6	6	6	6
Französische Sprache	3	3	3	3	2	3	2
Mathematik	5	5	5	5	4	4	4
Naturkunde	3	3	3	3	3	5	3
Geschichte	3	3	3	3	2	2	2
Geographie	2	3	2	3	2	—	—
Gesang in den einzelnen Klassen	2	2	2	1	1	2	2
Chorgesang	1	1	1	1	1	1	1
Klavier- und Orgelspiel	2	2	2	1	1	1	1
Violinspiel	2	1	1	1	1	1	1
Zeichnen	3	3	3	3	2	2	2
Schreiben	2	2	2	1	1	—	—
Turnen	2	2	2	2	2	2	2
Landwirtschaftslehre	—	—	—	—	—	—	2
Handfertigkeitsunterricht	2	2	2	2	2	—	—
Schulbesuch	—	—	—	—	1	1	2
Total	40	40	40	40	40	39	39

V. Lehrerschaft.

65. 1. Règlement de la Caisse de retraite du corps enseignant primaire et secondaire du Canton de Fribourg. (Du 26 juin 1896.)

I. Administration.

Art. 1er. La Caisse de retraite du corps enseignant primaire et secondaire est administrée par l'assemblée générale et le comité, sous la surveillance du Conseil d'Etat.

Assemblée générale.

Art. 2. L'assemblée générale se compose des membres qui jouissent de tous les droits d'associés et sont présents à la réunion.

Art. 3. Au début de chaque réunion, l'assemblée forme son bureau: d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de deux scrutateurs.

La nomination a lieu à la majorité relative. Le sort décide, en cas d'égalité de voix.

Art. 4. Les membres du comité ou de la commission examinatrice des comptes ne peuvent faire partie du bureau.

Art. 5. L'assemblée tient sa séance ordinaire annuelle au mois de juin, à Fribourg.

Elle peut choisir un autre lieu de réunion pour l'année suivante.

Art. 6. L'assemblée, dans des circonstances exceptionnelles, se réunit aussi extraordinairement lorsque le comité le juge convenable, ou sur la demande motivée et signée du cinquième des membres de la Caisse de retraite.

Art. 7. La convocation de l'assemblée est faite par double insertion dans la Feuille officielle, avec l'indication des principaux tractanda.

Art. 8. L'assemblée a les attributions suivantes: *a.* elle nomme son bureau; — *b.* elle désigne, à la séance ordinaire, par bulletin de liste et à la majorité ab-

solue des suffrages, les membres du comité dont elle a la nomination; le comité est renouvelé tous les quatre ans. En cas de vacance accidentelle, la nomination du nouveau membre expire à la fin de la période. — Les membres sont rééligibles; — *c.* elle nomme chaque année, par bulletin de liste et à la majorité absolue des suffrages, la commission examinatrice des comptes, composée de trois membres; *d.* elle approuve les comptes et contrôle, d'une manière générale, toute la gestion de la Caisse de retraite et les diverses opérations du comité; — *e.* elle propose au Conseil d'Etat le chiffre de la cotisation annuelle; *f.* elle adopte le règlement d'exécution de la loi sur la Caisse de retraite; — *g.* elle décide, sauf recours au Conseil d'Etat, tous les cas non prévus par la loi ou le règlement.

Comité.

Art. 9. Le comité commence sa gestion le 1er janvier de l'année qui suit sa nomination.

Le membre élu pendant la période entre en fonctions dès son élection.

Art. 10. Le comité choisit dans son sein, pour une durée de deux ans, son président, le vice-président, le caissier et le secrétaire, qui sont tous rééligibles.

Art. 11. Le comité est chargé: *a.* de l'administration de la Caisse de retraite; — *b.* de l'exécution des décisions de l'assemblée générale; — *c.* du contrôle spécial de la comptabilité du caissier; — *d.* de la surveillance de la rentrée des amendes scolaires; — *e.* du placement des capitaux; — *f.* de la vérification de la situation des membres de la Caisse; — *g.* de la convocation des assemblées générales, dont il fixe la date et les tractanda.

Art. 12. Le comité donne son préavis sur toutes les questions importantes soumises à l'assemblée générale.

Il prend toutes les mesures que réclament l'intérêt et la prospérité de la Caisse de retraite.

Art. 13. Aucune décision du comité n'est valable si trois membres au moins ne sont présents à la délibération.

Art. 14. Les membres du comité reçoivent une indemnité de fr. 5 par séance et 15 centimes par kilomètre de route, aller et retour compris.

Art. 15. De plus, le président du comité reçoit une gratification de fr. 20; le caissier, un traitement de fr. 400, et le secrétaire, fr. 50 par an.

Art. 16. Le membre du comité, absent d'une séance sans une raison majeure, est passible d'une amende de fr. 5 en faveur de la Caisse.

Art. 17. Le comité est responsable de sa gestion.

Caissier.

Art. 18. Le Caissier a les obligations suivantes: *a.* il soigne les recettes et les dépenses de la Caisse de retraite; — *b.* il tient la comptabilité constamment à jour, conformément aux instructions données; — *c.* il fournit tous les trois mois au comité un rapport sur l'état de la caisse, le remboursement des capitaux, la rentrée des cotisations, du subside de l'Etat et des amendes scolaires, ainsi que sur les autres opérations importantes; — *d.* il ne peut garder dans sa caisse une somme excédant fr. 500; le surplus est déposé en compte courant à la Banque de l'Etat, au nom de la Caisse de retraite; — *e.* il consigne les titres à la Trésorerie d'Etat; — *f.* chaque année il fournit au comité un état nominatif de tous les membres, en indiquant leur situation à l'égard de la Caisse; — *g.* il rend ses comptes au plus tard dans le mois de mars; — *h.* il a la garde des archives.

Art. 19. Le caissier ne peut appliquer à son usage l'argent de la recette. En cas de contravention à cette défense, il est passible, à titre d'amende, d'un intérêt du 5 % et il est immédiatement révoqué, sans préjudice des peines plus graves statuées par le code pénal.

Art. 20. Le caissier dépose, pour la garantie de sa gestion, des sûretés jusqu'à concurrence de fr. 10,000, cela en conformité des prescriptions de la loi concernant les sûretés exigées des fonctionnaires et officiers publics.

Le comité exerce les devoirs de surveillance attribués de par la loi au receveur d'Etat.

Les sûretés sont agréées par le Conseil d'Etat, en suite du préavis du comité.

Art. 21. Le caissier tient: *a.* un journal-caisse; — *b.* un registre des comptes — *c.* un livre-rentier; — *d.* un livre des amendes perçues; *e.* un livre pour les dons; — *f.* un livre des pensions; — *g.* un contrôle des titres; — *h.* un copie-lettres; — *i.* un livre matricule des sociétaires (grand-livre).

Secrétaire.

Art. 22. Le secrétaire est spécialement chargé: *a.* de la tenue du protocole du comité; — *b.* de la correspondance; — *c.* de la rédaction des rapports; — *d.* de toutes les écritures n'incombant pas au caissier.

II. Adhésion à la Caisse de retraite.

Art. 23. Le membre du corps enseignant, tenu d'adhérer à la Caisse, est inscrit d'office sur le livre matricule, dès sa première nomination et sur un avis de la Direction de l'Instruction publique.

Il doit acquitter sa première cotisation avant l'expiration de l'année.

Art. 24. Le membre du corps enseignant pour qui la Caisse de retraite est facultative, requiert son admission auprès du comité, dans le courant du premier trimestre de chaque année.

Il présente une demande écrite, accompagnée de son acte de nomination et du montant de sa première cotisation.

Art. 25. L'inscription dans le livre matricule ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision du comité.

Art. 26. L'année d'entrée en fonction est comptée comme année de service.

Art. 27. Le comité délivre à chaque membre, dès le versement de sa première cotisation, un acte constatant ses droits d'associé.

III. Recettes.

Art. 28. Le chiffre de la cotisation annuelle définitivement arrêté est porté à la connaissance des intéressés par la voie de la Feuille officielle.

La cotisation est versée entre les mains du caissier, dans les six premiers mois de l'année.

Art. 29. Le caissier prend en remboursement, dans le mois de juillet, les cotisations non payées.

L'associé qui refuse d'acquitter sa cotisation ou toute autre redevance à la Caisse de retraite, est dénoncé à la Direction de l'Instruction publique.

Art. 30. L'associé doit payer sa cotisation pendant vingt-cinq années consécutives. Cependant, il n'est pas admis à continuer le paiement de ses cotisations tant qu'il ne fait plus partie du corps enseignant.

Art. 31. En vue d'obtenir le subside de l'Etat, le comité présente à la Direction de l'Instruction publique, dans le courant du mois d'août, l'état général des cotisations versées. Il remet, avant le 31 décembre, une liste supplémentaire des cotisations perçues ultérieurement.

Art. 32. Le caissier perçoit le produit des amendes scolaires, conformément aux dispositions spéciales édictées à cet effet.

Art. 33. Les dons faits à la Caisse sont capitalisés, si le bienfaiteur n'en a pas disposé autrement.

Les noms des bienfaiteurs sont conservés dans un registre spécial.

IV. Pensions.

Art. 34. Le droit à la pension est établi par l'acte de constatation de la qualité d'associé, les cotisations versées et les années de service, par les prescriptions de la loi, du présent règlement et par tout autre moyen de droit.

Art. 35. La première pension est acquise au 31 décembre de l'année où le sociétaire a quitté l'enseignement.

Art. 36. Pour être mis au bénéfice de la pension, le sociétaire établit sa sortie du corps enseignant et ses années d'enseignement par une attestation de la Direction de l'Instruction publique, dans laquelle, s'il s'agit de la pension de 300 fr., on constatera aussi qu'il n'est plus à même de continuer son service.

Art. 37. Les enfants et le conjoint produisent, pour être admis à la réversibilité de la pension, une déclaration du conseil communal indiquant le décès et les héritiers du sociétaire.

Art. 38. Si le sociétaire décédé laisse des enfants et un conjoint, la pension revient en premier lieu aux enfants et par tête, tant qu'ils n'ont pas atteint 18 ans révolus.

Dès que le dernier enfant est âgé de 18 ans, la pension fait retour, pour moitié seulement, au conjoint survivant.

Art. 39. Les pensions sont payables dans les trois premiers mois de l'année qui suit l'échéance, au domicile du caissier.

Elles sont expédiées aux sociétaires et à leurs frais, sur leur demande écrite, légalisée par le syndic ou le juge de paix du domicile.

Art. 40. La pension due aux enfants est versée ès mains de la personne investie de la puissance paternelle.

Art. 41. La Caisse de retraite est autorisée à déduire de la pension revenant au débiteur le montant de sa redevance annuelle, due en vertu d'une créance non hypothécaire.

Art. 42. Il est fait mention sur un registre spécial de toutes les pensions acquittées.

Comptes et Capitaux.

Art. 43. Les comptes sont bouclés au 31 décembre de chaque année. Ils sont soumis avec toutes les pièces justificatives et les livres: *a.* au comité de la Caisse; — *b.* à la commission examinatrice des comptes, qui en fait un rapport écrit à l'assemblée générale; — *c.* à l'assemblée générale, qui se prononce sur leur acceptation ou leur rejet; — *d.* au Conseil d'Etat, pour l'approbation prévue à l'art. 12 de la loi.

Art. 44. Tout capital remboursé est, si possible, replacé immédiatement.

Art. 45. Le solde en caisse est capitalisé s'il dépasse 1000 fr.

Art. 46. Les fonds sont placés par le comité, en suite d'une décision adoptée par une majorité de trois membres.

Art. 47. Les placements se font sur hypothèque en premier rang, avec une valeur cadastrale double de la somme prêtée pour les immeubles bâtis, et du tiers en plus pour les immeubles non bâtis. Les forêts ne sont pas comptées.

L'intérêt est fixé au 4 %.

En cas de retard, il sera compté: Au $4^1/_4$ % deux mois après l'échéance; — au $4^1/_2$ % après 4 mois; — au 5 % après 6 mois.

Art. 48. Le caissier du comité doit assister à la stipulation de chaque titre. En cas d'empêchement, il se fait remplacer par un autre membre du comité.

Art. 49. Il n'est fait aucun prêt hypothécaire pour une somme inférieure à 1000 fr.

Sont réservées toutefois les obligations hypothécaires créées par les sociétaires pour le rachat de leurs années d'enseignement.

VI. Sortie et exclusion.

Art. 50. Le membre sorti du corps enseignant cesse de faire partie de la Caisse de retraite et il est privé de ses droits d'associé, à moins qu'il ne soit au bénéfice d'une pension.

Art. 51. La restitution des cotisations versées, prévue par la loi, a lieu, pour le membre du corps enseignant, sur une attestation médicale, constatant son état de santé, et une autorisation de la Direction de l'Instruction publique, et en cas de décès, sur la déclaration mentionnée à l'art. 37.

Art. 52. L'institutrice sortie du corps enseignant pour cause de mariage, doit produire, pour recevoir le remboursement du montant de ces cotisations, un certificat de mariage et une autorisation de la Direction de l'Instruction publique.

Art. 53. Le remboursement des cotisations a toujours lieu sans intérêts et ne peut être opéré qu'en suite d'une décision du comité.

Art. 54. Le membre, rentré dans le corps enseignant après une interruption, bénéficie de ses versements antérieurs.

Cependant, il est tenu de rendre, avec un intérêt au 4 %, le montant des cotisations qui lui a été remboursé.

Art. 55. Le membre du corps enseignant destitué par l'autorité compétente ou convaincu de faits gravement préjudiciables à la Caisse de retraite, est exclu, sous bénéfice de recours au Conseil d'Etat.

Le sociétaire exclu est dépouillé de tous ses droits d'associé, sauf de la pension si elle lui est déjà acquise.

VII. Dispositions transitoires.

Art. 56. Les membres du corps enseignant, jusqu'ici non sociétaires, déclareront leur adhésion suivant le formulaire adopté, en signifiant au comité s'ils entendent simplement verser leur cotisation annuelle dès et y compris 1896, ou bien racheter leurs années de service antérieures.

Dans ce dernier cas, ils présenteront en même temps un état détaillé de leurs années d'enseignement, visé par la Direction de l'Instruction publique.

La déclaration devra intervenir avant le mois d'octobre 1896.

Art. 57. Les membres du corps enseignant, déjà sociétaires, ont l'obligation de faire savoir au comité, selon le formulaire prescrit et avant le 31 décembre 1886, si leur volonté est d'opter pour la nouvelle Caisse ou de conserver leur situation actuelle.

Art. 58. Les sociétaires qui en vertu des anciens statuts n'ont opéré que vingt versements, ont la faculté de les compléter.

Art. 59. Le rachat des années antérieures, le remboursement des pensions perçues et le règlement des différences, peuvent s'opérer par l'un des modes ci-après désignés:

1° Le versement au comptant;

2° La stipulation d'une obligation hypothécaire garantie conformément aux prescriptions du règlement;

3° La création d'une cédule remboursable en dix annuités et assurée par un cautionnement solidaire reconnu suffisant, ou par un droit de gage sur le traitement ou la pension du débiteur, au choix du comité.

Le règlement, par l'un des modes ci-dessus, devra intervenir avant le 1er janvier 1897. En cas de création de titre, l'intérêt, fixé au 4 %, prendra cours dès cette date.

Art. 60. Les communes ont l'obligation de retenir et de verser à la Caisse de retraite, sur sa réquisition, en déduction du traitement de l'instituteur, le montant de la redevance annuelle due en vertu d'une créance non hypothécaire.

Art. 61. Les sociétaires actuels, au bénéfice de la loi de 1881, qui n'auraient pas adhéré à la nouvelle Caisse, demeurent régis, quant à leurs droits et leurs obligations, par la loi du 15 janvier 1881 et spécialement par les art. 5 et 9 de dite loi. Leur pension maximum reste fixée à 300 fr., et leurs versements annuels, à 15 fr.

La pension des anciens sociétaires qui n'ont pas adhéré à la loi de 1881, ni à celle de 1895, reste définitivement fixée à 80 fr. (loi, art. 15).

VIII. Dispositions finales.

Art. 62. La revision totale ou partielle du présent règlement ne pourra avoir lieu qu'à la majorité des deux tiers des sociétaires présents à une assemblée générale, convoquée ad hoc par la Feuille officielle, au moins quinze jours à l'avance.

Art 63. La loi sur la Caisse de retraite et le présent règlement seront imprimés dans les deux langues et réunis en une seule brochure.

Art. 64. Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il sera revêtu de la sanction du Conseil d'Etat.

Ainsi adopté par l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse de retraite et des membres du corps enseignant primaire et secondaire, réunis à Fribourg, le 13 juin 1896.

---

a. Prüfungs-Reglemente.

66. 2. **Lehrerprüfungs-Reglement im Kanton Luzern.** (Vom 20. Juni 1895.)

Der Erziehungsrat des Kantons Luzern, in Revision des Lehrerprüfungsreglements vom 13. November 1880,

mit Hinsicht auf die §§ 77 und 78 des Erziehungsgesetzes vom Jahre 1879 und auf § 23 der Vollziehungsverordnung zu demselben vom 30. September 1891, beschliesst:

A. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Zur Abhaltung der Prüfung mit den Bewerbern und Bewerberinnen um Lehrstellen an Primar- und Sekundarschulen hiesigen Kantons wird vom Erziehungsrate jeweilen bei Beginn einer Legislaturperiode eine Kommission auf eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Dieselbe besteht aus fünf Mitgliedern. Aus diesen bezeichnet der Erziehungsrat auch den Präsidenten, während der Aktuar, ebenfalls aus der Mitte der Kommission, von letzterer selbst bestellt wird, und zwar gleich dem Präsidenten für die ganze Amtsdauer.

Die zur Prüfung im Turnen, sowie in den weiblichen Arbeiten und in den neuern Sprachen (§ 20) erforderlichen Experten werden ebenfalls vom Erziehungsrate ernannt, aber jeweilen nur für eine einzelne Prüfung.

§ 2. Ordentlicher Weise findet eine Lehrerprüfung alljährlich im August oder September statt. Ort und Zeit derselben werden vom Erziehungsrate bestimmt und wenigstens drei Wochen vor ihrem Beginn bekannt gemacht.

Bewerber, welche zu einer andern Zeit die Prüfung zu bestehen wünschen, haben sich an den Erziehungsrat zu wenden, der, wenn er ein solches Begehren begründet findet, die Prüfungskommission zu einem ausserordentlichen Zusammentritte veranlasst.

§ 3. Der Zutritt zu der ordentlichen Prüfung ist unentgeltlich, die Kosten einer ausserordentlichen Prüfung dagegen fallen zu Lasten der betreffenden Bewerber und haben sie den daherigen Betrag vor dem Zusammentritte der Prüfungskommission dem Erziehungsrate einzusenden.

§ 4. Wer die Prüfung bestehen will, muss wenigstens das 18. Altersjahr zurückgelegt und das Lehrerseminar hiesigen Kantons oder ein anderes Seminar

mit annähernd gleichem Lehrziel absolvirt haben und sich ausweisen, dass er in sämtlichen in § 10 resp. in den §§ 11 und 12 des vorliegenden Reglements aufgezählten Fächern Unterricht genossen habe.

Der Erziehungsrat kann indessen auch solchen Kandidaten den Zutritt gestatten, welche sich die verlangten Kenntnisse an einer andern Anstalt oder durch Privatunterricht erworben haben. Dieser Unterricht muss aber nach Absolvirung einer zweiklassigen Sekundarschule wenigstens noch drei Jahre gedauert und sich über alle Prüfungsgegenstände erstreckt haben.

Die Bewerber müssen ferner in bürgerlichen Ehren, sowie im Rufe eines unbescholtenen sittlich-religiösen Lebenswandels stehen.

Ausser wegen Mangel der vorgenannten Bedingungen kann die Zurückweisung auch erfolgen wegen körperlicher Gebrechen, sowie wenn ein Bewerber eine frühere Prüfung mit so geringer Note bestanden hat, dass ihm gar kein Patent erteilt werden konnte.

Wer in zwei Prüfungen jeweilen bloss bedingte Kompetenz erhalten hat, wird nur in Ausnahmsfällen zu einer dritten Prüfung zugelassen. Desgleichen wird auch der Zutritt zu einer Nachprüfung in einzelnen Fächern nur ausnahmsweise gestattet.

§ 5. Wer sich zur Prüfung stellen will, hat wenigstens 10 Tage vorher dem Erziehungsrate ein Gesuch um Zulassung zu derselben einzureichen. Diesem Gesuche sind beizufügen:

1. kurze Angaben über die Lebensverhältnisse;
2. Zeugnisse über den vorhergegangenen Primar- und Sekundarschulunterricht, sowie die einzelnen Jahreszeugnisse über die genossene Seminarbildung resp. Privatzeugnisse, welche über die Zeitdauer, sowie über den Umfang und den Erfolg des in den einzelnen Fächern genossenen Unterrichtes Aufschluss geben (§ 4);
3. ein amtlicher Altersausweis;
4. ein gemeinderätliches und ein pfarramtliches Sittenzeugnis, und
5. wenn der Bewerber schon vor der Prüfung eine Lehrstelle bekleidet hatte, Zeugnisse seitens der Schulpflege und des Bezirksinspektors über seine Schulführung.

Die unter Ziffer 4 und 5 erwähnten Zeugnisse sind von seite der Aussteller versiegelt beizulegen.

§ 6. Über die Gesuche um Zulassung zur Lehrerprüfung entscheidet der Erziehungsrat.

§ 7. Der Prüfung haben sich in der Regel alle zu unterziehen, welche eine Lehrstelle an einer Primar- oder Sekundarschule des Kantons übernehmen wollen.

Der Erziehungsrat kann jedoch solchen Lehrern und Lehrerinnen, welche infolge einer hierorts bestandenen Prüfung ein bloss bedingtes Patent erhalten oder bereits in einem andern Kantone eine Prüfung mit guten Leistungen abgelegt haben, ohne nochmalige Prüfung ein unbedingtes Wahlfähigkeitszeugnis erteilen, wenn dieselben sich durch Zeugnisse über eine tüchtige Schulführung ausweisen.

§ 8. Die aus dem letzten Kurse des Lehrerseminars austretenden Zöglinge werden erst im folgenden Jahre zur Prüfung zugelassen.

Die Prüfung, welche am Schlusse des letzten Kurses des Lehrerseminars abgehalten wird, gibt, zusammengehalten mit den Jahreszeugnissen des Seminars, den Masstab zur Beurteilung der Frage, ob die aus dem Seminar abgehenden Zöglinge die für die Erteilung eines provisorischen, d. h. für ein Jahr gültigen Lehrpatentes erforderlichen Kenntnisse besitzen, worüber auf das Gutachten des Seminarlehrervereins der Erziehungsrat entscheidet.

Kandidatinnen werden ebenfalls erst ein Jahr nach Vollendung ihrer Berufsbildung zur Lehrerprüfung zugelassen; jedoch kann solchen, welchen es nicht um die Erlangung einer Lehrstelle im hiesigen Kantone, sondern bloss um ein Patent zu tun ist, der Zutritt sogleich gestattet werden.

In der Regel wird kein Bewerber zur Sekundarlehrerprüfung zugelassen, der sich nicht vorher unbedingte Kompetenz für Lehrstellen an Primarschulen erworben hat.

B. Gegenstände der Prüfung für Primarlehrer.

§ 9. Die Prüfung erstreckt sich auf alle Gegenstände, die für das Lehrerseminar vorgeschrieben sind (§ 36 des Erziehungsgesetzes).

§ 10. Im besondern können mit Rücksicht auf den Lehrplan des Seminars folgende Kenntnisse und Fähigkeiten gefordert werden:

1. Religionslehre. *a.* genaue Kenntnis der biblischen Geschichte und Geographie und Bekanntschaft mit dem Wichtigsten aus der biblischen Altertumskunde; — *b.* Vertrautheit mit dem Katechismus; — *c.* gedrängte Kenntnis der Kirchengeschichte.

2. Pädagogik. *a.* Kenntnis der Grundzüge der Seelenlehre; — *b.* Kenntnis der körperlichen und der geistigen Erziehung und der wichtigsten Erziehungstheorien und Erziehungsmittel; — *c.* Kenntnis einiger pädagogischer Lebensbilder aus älterer und neuerer Zeit.

3. Methodik. *a.* Kenntnis der äussern und der innern Einrichtung der Volksschule; — *b.* Kenntnis des Lehrplanes; — *c.* Kenntnis des Zweckes, der Mittel und der Methode des Unterrichtes im allgemeinen; — *d.* Kenntnis der methodischen Behandlung der einzelnen Lehrgegenstände im besondern.

4. Sprache. *a.* Fertigkeit im geläufigen betonten Lesen; — *b.* Verständnis jeder Art der sprachlichen Darstellung in prosaischer und poetischer Form; — *c.* grammatische Kenntnis der Sprache; — *d.* Rechtschreiben mit Nachweisung der orthographischen Regeln; — *e.* Fertigkeit, die Gedanken über einen bekannten Gegenstand sowohl mündlich als schriftlich logisch und sprachrichtig darzustellen; — *f.* Kenntnis der wichtigsten Momente der neuern deutschen Literaturgeschichte.

5. Mathematik. *a.* Fertigkeit und Sicherheit in der Arithmetik, sowohl im Kopf- als im Zifferrechnen; die vier Spezies in ganzen und gebrochenen Zahlen; die Dezimalbrüche; Drei- und Vielsatz, die Kettenregel und Proportion; die gewöhnlichen bürgerlichen Rechnungsarten; beim schriftlichen Rechnen geordnete Darstellung der Rechnungen; Mass-, Münz- und Gewichtssystem der Schweiz; — *b.* Kenntnis der Anlage und Führung der Rechnungsbücher für einfache landwirtschaftliche und kaufmännische Geschäfte; — *c.* Algebra. Die Grundrechnungsarten mit allgemeinen ganzen und gebrochenen, positiven und negativen Grössen; Gleichung des ersten Grades mit einer und zwei Unbekannten; die Logarithmen und ihre Anwendung auf die Lösung der Zinsrechnungen; — *d.* Geometrie. Kenntnis der hauptsächlichsten Sätze aus der Planimetrie; Berechnung der üblichen planimetrischen Figuren, sowie der Oberfläche und des Inhaltes der für den Unterricht wichtigsten stereometrischen Körper; Kenntnis der einfachsten Instrumente zur Messung und Darstellung von Grundstücken.

6. Naturgeschichte. *a.* Bau, Leben und Pflege des menschlichen Körpers, Grundzüge der Naturgeschichte der drei Reiche, Bekanntschaft mit den häufiger vorkommenden einheimischen Blütenpflanzen und Wirbeltieren; — *b.* Bekanntschaft mit den Hauptlehren der Physik; — *c.* die wichtigsten Metalle und Metalloide und die am häufigsten vorkommenden Verbindungen derselben und ihre Anwendung auf die Landwirtschaft.

7. Geschichte. *a.* übersichtliche Kenntnis der allgemeinen Geschichte; — *b.* Bekanntschaft mit den wichtigern Momenten der Schweizergeschichte vom Tode Rudolfs von Habsburg bis auf die Gegenwart; — *c.* Bekanntschaft mit der Verfassung und den öffentlichen Einrichtungen des Kantons sowie mit der Bundesverfassung.

8. Geographie. *a.* das Wichtigste aus der mathematischen Geographie und aus der Astronomie; — *b.* übersichtliche Kenntnis der physikalischen und der politischen Geographie der fünf Erdteile; — *c.* spezielle Kenntnis der Geographie der Schweiz.

9. Schönschreiben. — Fertigkeit und Reinheit in der deutschen und in der französischen Handschrift.

10. Zeichnen. — Richtige Auffassung und Darstellung einfacher Gegenstände nach der Natur oder nach Modellen, im Umriss; Fertigkeit in der Ausführung geometrischer Zeichnungen.

11. Musik. — *a.* Theorie: Kenntnis der Elementartheorie, der Akkordlehre und der Methodik des Schulgesangunterrichts, Direktionskenntnis. — *b.* Singen: befriedigendes Singen der Lieder des obligatorischen Gesanglehrmittels, sowie der gebräuchlichsten liturgischen Choralgesänge. — *c.* Violin: richtiges Spielen der Dur- und Moll-Tonleitern, sowie leichter Stücke.

12a. Turnen. Theoretische und praktische Befähigung zur Ausführung der im Lehrmittel für den militärischen Vorunterricht vorkommenden Frei-, Ordnungs- und Gerätübungen.

12b. Weibliche Arbeiten. — Stricken, Nähen, Flicken von Gestricktem und Gewobenem, Zuschneiden von Hemden, Schürzen und Jacken.

Für die Kandidatinnen fällt ausser dem Turnen, an dessen Stelle für sie die weiblichen Arbeiten treten, überhin auch die Prüfung in der Algebra weg.

C. Gegenstände der Prüfung für Sekundarlehrer.

§ 11. Für die Bewerber um Lehrstellen an Sekundarschulen tritt zu den obgenannten als neues Prüfungsfach die französische Sprache hinzu und es wird diesfalls gefordert: *a.* Gründliche Kenntnis der Formenlehre und der wichtigsten Regeln der Syntax. — *b.* Fertiges akzentuirtes Lesen. — *c.* Geläufiges, sprachrichtiges Übersetzen leichterer französischer Lesestücke ins Deutsche. — *d.* Korrektes Übersetzen einfacher Sätze aus dem Deutschen ins Französische.

§ 12. In den übrigen Prüfungsfächern werden die in § 10 bezeichneten Anforderungen angemessen gesteigert, namentlich wird verlangt:

1. In der Pädagogik: Kenntnis ihrer Geschichte. Die ältesten christlichen Schulen. Karl der Grosse und die Schulen des Mittelalters. Die Tätigkeit religiöser Genossenschaften auf dem Gebiete der Erziehung und des Unterrichts im Mittelalter und in der Neuzeit, pädagogische Zeit- und Lebensbilder.

2. In der deutschen Sprache: *a.* Stilistik: Kenntnis 1. der Lehre von der Auffindung und Anordnung des Stoffes; 2. der Eigenschaften des Stils; 3. der Gattungen, Arten und Formen der Prosa. — *b.* Poetik: Kenntnis 1. des Versbaues; 2. der poetischen Sprache; 3. der Dichtungsarten. — *c.* Literaturgeschichte: Bekanntschaft mit den bedeutendsten Dichtern und Dichtungen aus der Blütezeit der mittelhochdeutschen Poesie.

3. In der Mathematik: *a.* Arithmetik: Die wichtigsten kaufmännischen Rechnungsarten; Kontokorrent nach der retrograden und progressiven Methode. Die Mass-, Gewichts- und Münzsysteme der Schweiz und der angrenzenden Länder. — *b.* Geometrie: Elemente der ebenen Trigonometrie; Aufnahme einfacher Figuren und Anfertigung eines einfachen Planes.

4. In der Naturgeschichte: *a.* Allgemeine Zoologie. Systematische Einteilung der Tiere; die wichtigsten charakteristischen Merkmale der Klassen und Ordnungen. — *b.* Innerer Bau und äussere Formen der Pflanzen; natürliches und künstliches System. — *c.* Bekanntschaft mit den verbreitetsten einheimischen Mineralien, ihren chemischen und physikalischen Eigenschaften und ihrer Verwendung. — *d.* Populäre Himmelskunde. — *e.* Chemie; die wichtigsten organischen Verbindungen.

5. In der Geschichte: Übersichtliche Kenntnis der schweizerischen Vorgeschichte von der Zeit der Helvetier bis zum Tode Rudolfs von Habsburg.

6. In der Geographie: Spezielle Kenntnis der Geographie von Europa.

D. Art und Weise der Prüfung.

§ 13. Die Prüfung zerfällt in eine mündliche und eine schriftliche. Für letztere werden die Abfassung eines Aufsatzes über ein pädagogisches oder

methodisches Thema, die Lösung einer arithmetischen und einer geometrischen Aufgabe und Proben im Schönschreiben und Zeichnen verlangt. Die mündliche Prüfung bezieht sich auf alle in § 10 resp. in den §§ 11 und 12 genannten Fächer.

Die schriftlichen Ausarbeitungen geschehen unter einer von der Kommission anzuordnenden Aufsicht, wobei für die Selbständigkeit jeder Arbeit gesorgt werden soll. Wer nach Ablauf der vorgeschriebenen Zeit mit der Arbeit noch nicht fertig ist, muss sie unvollendet abliefern. Bei der mündlichen Prüfung sollen in der Regel alle Kommissionsmitglieder anwesend sein. Mit derselben wird auch eine praktische Lehrübung verbunden, zu welcher Schulkinder zugezogen werden. Bei dieser kommt vorzugsweise die Anwendung der obligatorischen Lehrmittel oder die methodische Erklärung eines Spruches in Betracht.

§ 14. Vor der Prüfung versammelt sich auf Einladung durch die Kanzlei des Erziehungsrates die Prüfungskommission, um: *a.* Die mündlichen Examinatorien unter die einzelnen Mitglieder fachweise zu verteilen. — *b.* Die Gegenstände für die praktische Lehrübung zu bestimmen. — *c.* Die schriftlichen Aufgaben festzustellen, welche aus den von den einzelnen Mitgliedern gemachten Vorschlägen, nötigenfalls durch Abstimmung, ausgewählt werden. — *d.* Von den eingegangenen Zeugnissen der Prüflinge Einsicht zu nehmen. — *e.* Die Zeit festzusetzen, welche für jede schriftliche Arbeit einzuräumen ist.

§ 15. Bei Beginn der Prüfung bezeichnet der Präsident den Examinanden den Gang der Prüfung und teilt ihnen für den ersten halben Tag die Aufgaben für die schriftlichen Arbeiten mit.

In der mündlichen Prüfung fragt jedes Mitglied aus den ihm zugeteilten Fächern. Es steht jedoch jedem andern Mitgliede frei, aus denselben ebenfalls Fragen zu stellen.

§ 16. Jedes Mitglied der Kommission erhält von der Kanzlei des Erziehungsrates eine Tabelle, in welche Name, Heimats- und Wohnort und Geburtsdatum der Examinanden eingetragen sind und welche für jedes der in den § 10 und 11 genannten Prüfungsfächer, und zwar im Deutschen und in der Mathematik für die mündliche und schriftliche Prüfung getrennt, und überhin auch für die Lehrübung (§ 13) besondere Kolonnen enthält. In diese verzeichnet jedes Mitglied seine Noten mit den Ziffern 1—4, von welchen 1 sehr gute, 4 ungenügende Leistungen bedeutet. Zur genaueren Angabe von Modifikationen dürfen auch Bruchzahlen beigesetzt werden. Die Kommission beauftragt einzelne Mitglieder aus ihrer Mitte mit der Durchlesung und Prüfung der schriftlichen Arbeiten, der Schönschriften und Zeichnungen.

§ 17. Nach Schluss der Prüfung werden die sämtlichen Noten aller fünf Mitglieder in einem fernern Exemplare der obgenannten Tabelle addirt, so dass die Anzahl der Punkte für ein einzelnes Fach im Minimum 5 und im Maximum 20 und im ganzen für einen Primarlehrer 75—300 und für einen Sekundarlehrer 80—320 Punkte beträgt.

Der Spielraum der Anzahl der Punkte für die einzelnen Kompetenznoten stellt sich wie folgt:

Note	Primarlehrer	Sekundarlehrer
1	75 —112½	80 —120
2	113 —150	120½—160
3	150½—187½	160½—200
4	188 —300	200½—320

Wer indessen im ganzen zwar nicht mehr als 112½ resp. 120, aber in der Religionslehre, im Deutschen und in der Mathematik zusammen mehr als 37½ Punkte hat, erhält gleichwohl die 2. Note und wer gemäss der Gesamtzahl der Punkte zwar in die 2. Note fallen würde, aber in den vorgenannten drei Fächern mehr als 50 Punkte hat, erhält die 3. Note.

Wird ein Prüfling von einem Fache dispensirt, so stellt sich die Anzahl der Punkte für einen Primarlehrer im ganzen auf 70—280 und der Spielraum für die einzelnen Kompetenznoten auf 70—105, 105½—140, 140½—175 und

175½—280 und für einen Sekundarlehrer gelten dann die oben bezüglich der Primarlehrer festgesetzten Zahlen.

§ 18. Obgenannte Tabelle wird samt einem Berichte, der die nötigen Aufschlüsse, alltällige Erörterungen und Anträge enthält, nebst den schriftlichen Arbeiten und Zeugnissen unverzüglich dem Erziehungsrate übermittelt.

Sollte ein Mitglied mit den erteilten Noten nicht einverstanden sein, so kann es seine Bemerkungen dem Berichte beifügen.

§ 19. Auf Grund dieser Prüfungsakten entscheidet sodann der Erziehungsrat über Wahlfähigkeit oder Nichtwahlfähigkeit der Bewerber. Immerhin aber steht es in Fällen, wo fraglichen Akten zufolge die zweite bis vierte resp. die erste bis dritte Kompetenznote erteilt werden sollte, der Behörde frei, mit Rücksicht auf die vorgelegten Zeugnisse über Seminarbildung oder bisherige Schulführung den Bewerbern die nächst bessere oder auch die nächst geringere Kompetenznote zu erteilen; doch ist ein solcher Beschluss im Protokolle zu motiviren.

Die erste und zweite Kompetenznote erklärt den Prüfling für unbedingt (definitiv) und die dritte für bedingt, d. h. für ein Jahr wahlfähig. Wer die vierte oder in einer dritten Prüfung wieder die dritte Note hat, erhält kein Patent.

§ 20. Wird einem Kandidaten eine Prüfung in einem einzelnen Sprachfache gestattet, so kann der Erziehungsrat diese, auch wenn es sich um eine im gegenwärtigen Reglemente vorgesehene Sprache handelt, statt der Lehrerprüfungskommission oder dem betreffenden Fachmanne derselben einem speziell zu bestellenden Experten übertragen (§ 1). Immerhin aber soll bei einer solchen, von einem einzelnen Examinator vorzunehmenden Prüfung, wenigstens beim mündlichen Teile derselben, in der Regel der Präsident der obgenannten Kommission oder ein anderer Abgeordneter des Erziehungsrates anwesend sein.

In Bezug auf die Gebühr für eine solche Prüfung und auf die Kompetenzerteilung finden die Bestimmungen der §§ 3, 17 und 19 analoge Anwendung.

E. Schlussbestimmungen.

§ 21. Jedes Mitglied der Lehrerprüfungskommission bezieht ein Taggeld von Fr. 8 und, wenn es ausserhalb der Stadt wohnt, eine Kost- und Reiseentschädigung von täglich Fr. 4. Der Aktuar bezieht überhin für die Abfassung des Protokolls und die Reinschrift der Notentabelle (§ 17) ein Honorar von Fr. 8. Der Pedell erhält für allfällige Mitwirkung bei der Aufsicht eine Entschädigung von täglich Fr. 5.

Die Experten werden in gleicher Weise wie die Mitglieder der Prüfungskommission honorirt.

§ 22. Der Bedarf an Schreibmaterialien für die Prüfung und die Protokollirung wird von der Kanzlei des Erziehungsrates geliefert.

§ 23. Gegenwärtiges Reglement tritt sofort in Kraft und ist den Mitgliedern der Lehrerprüfungskommission, der Seminardirektion, sowie auf Verlangen auch den Examinanden mitzuteilen.

---

67. 3. Beschluss des Erziehungsrates des Kantons Luzern betreffend Fachprüfungen.
(Vom 14. November 1895.)

Der Erziehungsrat des Kantons Luzern, in der Absicht, in Bezug auf die Prüfung solcher Lehramtskandidatinnen, welche sich ein Patent für den Unterricht im Französischen, Italienischen oder Englischen erwerben wollen, nähere Vorschriften aufzustellen, beschliesst:

1. Die Prüfung zerfällt in eine mündliche und eine schriftliche.
2. Für die mündliche Prüfung wird verlangt:

a. die Übersetzung eines etwas schwierigern prosaischen Lesestückes und eines Gedichtes, und zwar je mit nachheriger freier Wiedergabe des Inhalts des übersetzten Stückes;

b. eine kurze Erzählung aus dem Stegreife;

c. Kenntnis der wichtigsten Momente aus der Literaturgeschichte der betreffenden Sprache. (Kurze Notizen über das Leben und die hauptsächlichsten Werke der bedeutendsten Schriftsteller in Poesie und Prosa.)

Bei der Beurteilung der Leistungen in der mündlichen Prüfung fällt ausser der Richtigkeit und Reinheit der Aussprache auch die Fertigkeit im Ausdrucke und zwar sowohl bei der Übersetzung, als auch im freien Vortrage in Betracht.

3. Für die schriftliche Prüfung wird die Übersetzung eines nicht zu leichten, immerhin aber auch nicht allzu schwierigen Stückes aus dem Deutschen, sowie ein ungefähr die nämlichen Anforderungen stellendes Diktat verlangt. Diese Arbeiten sollen von der Kandidatin mit einiger Gewandtheit und ohne wesentliche Verstösse gegen die Formen- und Satzlehre, sowie ohne grobe Germanismen abgefasst werden.

4. Über das Ergebnis der Prüfung, an der, wenigstens soweit es sich um den mündlichen Teil derselben handelt, wenn möglich auch ein Mitglied des Erziehungsrates teilnehmen soll, hat dieser Behörde der von ihr bestellte Examinator jeweilen unter Beischluss der schriftlichen Arbeiten und mit einem Antrage betreffend die zu erteilende Gesamtnote einen schriftlichen Bericht zu erstatten.

---

68. 4. Programm für die Kurse zur Heranbildung von Lehrerinnen an der Töchterschule Basel für Kleinkinderanstalten. (Vom 20. Februar 1896.)

§ 1. In die Kurse zur Heranbildung von Lehrerinnen für Kleinkinderanstalten werden Töchter aufgenommen, welche das 18. Jahr zurückgelegt haben, eine gesunde Konstitution besitzen, sittlich unbescholten und im Besitze der allgemeinen Schulbildung sind, welche durch den Besuch der Mädchensekundarschule mit Einschluss der Fortbildungsklasse oder durch den Besuch der fünften Klasse der Töchterschule erworben werden kann.

§ 2. Die Zahl der Teilnehmerinnen eines jeden Kurses ist begrenzt und soll einstweilen 6 nicht übersteigen. Wenn eine grössere Zahl von Anmeldungen vorliegt, werden nach stattgefundener Prüfung diejenigen aufgenommen, die voraussichtlich zu Kleinkinderlehrerinnen sich am besten eignen.

§ 3. Die Dauer eines Kurses beträgt ein Jahr. Dasselbe beginnt und schliesst mit dem Schuljahr.

§ 4. Zum Zweck ihrer theoretischen Ausbildung erhalten die Kursteilnehmerinnen Unterricht in: *a.* Physiologie und Naturkunde, 2 Stunden wöchentlich, mit Klasse VI der Töchterschule; — *b.* Psychologie und Geschichte des Volksunterrichts, 2 Stunden wöchentlich, mit der I. Fortbildungsklasse; — *c.* Pädagogik für Kleinkinderlehrerinnen, 2 Stunden wöchentlich, in besonderem Kurse; — *d.* Methodik für Kleinkinderlehrerinnen, 2 Stunden wöchentlich, in besonderem Kurse; — *e.* Gesundheitslehre, 2 Stunden wöchentlich, mit der I. Fortbildungsklasse; — *f.* Anleitung zum Zeichnen und Skizziren, 1 Stunde wöchentlich, in besonderem Kurse; — *g.* Deutsche Sprache und Literatur, 4 Stunden wöchentlich, mit Klasse VI der Töchterschule; — *h.* Gesang, 2 Stunden wöchentlich, gemeinsam mit Klasse V der Töchterschule; — *i.* Turnen, 2 Stunden wöchentlich, mit Klasse V der Töchterschule.

§ 5. Zum Zweck der praktischen Ausbildung haben die Kursteilnehmerinnen wöchentlich 8 Stunden zu je 2 nach Anordnung der Kursleitung eine Kleinkinderanstalt zu besuchen, anfangs als Hospitantinnen, dann als Mitarbeiterinnen zu praktischer Erlernung alles dessen, was zur Leitung einer Kleinkinderansalt notwendig ist.

§ 6. Teilnehmerinnen, die im Besitz eines Lehrerinnendiploms sind, können vom Unterricht in denjenigen Fächern dispensirt werden, in denen sie die erforderlichen Kenntnisse und Fertigkeiten nachweislich besitzen. Im übrigen ist der Unterricht in sämtlichen Fächern obligatorisch.

---

69. 5. Ordnung betreffend Erfordernisse für die Anstellung als Lehrerin an Kleinkinderanstalten im Kanton Baselstadt. (Vom 21. November 1895.)

Der Erziehungsrat des Kantons Baselstadt hat in Ausführung des Gesetzes betreffend Kleinkinderanstalten vom 18. April 1895 und zum Zwecke der Feststellung der Anforderungen an die Bewerberinnen um Lehrstellen an staatlichen oder privaten Kleinkinderanstalten folgendes bestimmt.

§ 1. Bewerberinnen um Lehrstellen an staatlichen oder privaten Kleinkinderanstalten sollen mindestens das 20. Altersjahr zurückgelegt haben, eine gesunde Konstitution besitzen, sittlich unbescholten sein und sich über den Besitz der zur Leitung einer Kleinkinderanstalt erforderlichen Kenntnisse und Fähigkeiten ausweisen können.

§ 2. Denjenigen Bewerberinnen, welche durch gute Zeugnisse dartun können, dass sie zur Leitung einer Kleinkinderanstalt theoretisch und praktisch genügend befähigt sind und dies durch wenigstens einjährige Tätigkeit an einer solchen Anstalt bewiesen haben, kann auf Antrag der betreffenden Kommission oder des Inhabers der betreffenden Privatanstalt durch den Erziehungsrat eine weitere Prüfung erlassen werden, und sie können sofort eine definitive Anstellung an einer staatlichen oder privaten Kleinkinderanstalt erhalten.

§ 3. Diejenigen Bewerberinnen um eine Lehrstelle, welche mindestens 19 Jahre alt und im Besitz guter Fähigkeitszeugnisse sind, sich aber in der Leitung einer Kleinkinderanstalt noch nicht praktisch betätigt haben, können, wenn es eine staatliche Anstalt betrifft, von der betreffenden Kommission, oder wenn es eine Privatanstalt betrifft, auf Antrag der genannten Kommission mit Genehmigung des Erziehungsdepartements als Gehülfin verwendet werden. Die definitive Anstellung kann aber nur nach einer Probezeit von mindestens einem Jahre erfolgen.

§ 4. Alle andern Bewerberinnen haben eine Prüfung zu bestehen und darin nachfolgenden Anforderungen zu genügen:

a. Aus dem Gebiete allgemeiner Bildung:

Besitz mindestens derjenigen Kenntnisse, welche durch den Besuch der hiesigen Sekundarschule mit Einschluss der Fortbildungsklasse oder der entsprechenden Klassen der Töchterschule erworben werden können.

b) Aus dem Gebiete der besondern Berufsbildung:

1. Einsicht in die physische und psychische Entwicklung des Menschen im Kindesalter und Kenntnis der daraus sich ergebenden Vorschriften für die physische und psychische Erziehung der Kinder im vorschulpflichtigen Alter, sowie der besondern Vorschriften über Pflege der Gesundheit in den Kleinkinderanstalten.

2. Richtiges Verständnis der Aufgabe der Kleinkinderanstalten, sowie ihrer Stellung zur Familie und Schule, und Kenntnis der verschiedenen Arten von Kleinkinderanstalten, insbesondere der Fröbel'schen Kindergärten — auch in geschichtlicher Hinsicht.

3. Kenntnis der Beschäftigungsmittel und Spiele der Kleinkinderanstalten und Fähigkeit zur Herstellung resp. Ausführung derselben.

4. Fähigkeit, irgend eine Begebenheit in kindlicher Ausdrucksweise fliessend zu erzählen, oder einen einfachen Gegenstand oder ein Bild in kindlicher Weise zu beschreiben resp. zu besprechen.

5. Besitz einer geübten Singstimme und Fähigkeit, einfache Lieder sinnentsprechend und rein vorzutragen.

6. Geschicklichkeit und Übung im Skizziren eines einfachen Gegenstandes von freier Hand mit Kreide an der Wandtafel.

c. In der praktischen Ausbildung:

Fähigkeit, eine Kleinkinderanstalt selbständig zu leiten.

Die Abnahme der Prüfungen von Bewerberinnen um Lehrstellen an staatlichen oder privaten Kleinkinderanstalten wird bis auf weiteres der Kommission

zur Prüfung von Primarlehrern oder Lehrerinnen und von Arbeitslehrerinnen übertragen, nach Massgabe der §§ 8—17 der Ordnung betreffend Erfordernisse für die Anstellung von Lehrern und Lehrerinnen etc. vom 28. Juni 1883 und der bezüglichen Bestimmungen des Reglementes für die Prüfung von Primarlehrern vom 15. März 1894.

---

70. 6. Vorschriften für die Prüfung von Lehrern und Lehrerinnen an Sekundarschulen im Kanton Baselland. (Vom 2. Februar 1895.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft stellt für die Prüfung der Sekundarlehrer und Sekundarlehrerinnen folgende Vorschriften auf.

I. Zur Sekundarlehrerprüfung werden nur solche Kandidaten oder Kandidatinnen zugelassen, welche nach Absolvirung einer Lehrerbildunganstalt wenigstens drei Semester an einer Hochschule studirt oder zu ihrer pädagogischen Ausbildung die entsprechende Zeit auswärts zugebracht haben. Eine Anstellung an einer Sekundarschule erfolgt in der Regel erst, wenn die betreffenden Kandidaten wenigstens ein Jahr an einer Primarschule tätig gewesen.

II. Die Bewerber haben ihre Gesuche um Zulassung zur Prüfung der Erziehungsdirektion einzureichen und derselben beizulegen: einen Lebenslauf, einen Geburtsschein, Zeugnisse über Studiengang und allfällig praktische Tätigkeit, sowie ein ärztliches Zeugnis.

III. Die Abnahme der Prüfung geschieht durch die Bezirkslehrerprüfungskommission.

Die Erziehungsdirektion ist ermächtigt, für einzelne Fächer besondere Experten beizuziehen.

IV. Die regelmässigen Prüfungen finden im Monat Mai statt. Sie sind für die Sprachfächer, die Pädagogik und die Mathematik eine schriftliche (Klausurarbeit) und eine mündliche, für die übrigen nur eine mündliche. Ausserdem hat der Kandidat in der Regel in einem sprachlichen und einem naturwissenschaftlichen oder mathematischen Fach eine Lehrübung zu halten, wozu ihm das Thema einen Tag vorher mitgeteilt wird.

V. Die mündliche Prüfung dauert für jedes Fach und jeden Kandidaten wenigstens 15 Minuten. Für die schriftliche Prüfung erhält der Kandidat in jedem Fach drei Themata, von denen er eines in höchstens drei Stunden zu bearbeiten hat.

VI. Die Fächer werden in solche I., II. und III. Grades eingeteilt.

Fächer ersten Grades sind: Pädagogik, Deutsche Sprache, Französische Sprache, Mathematik, Handarbeit (für Lehrerinnen).

Fächer zweiten Grades sind: Geschichte, Geographie, Physik und Chemie, Naturgeschichte, Englisch, Italienisch.

Fächer dritten Grades sind: Freihandzeichnen, Geometrisches Zeichnen, Schreiben, Gesang, Turnen.

Jeder Kandidat muss ausser Deutsch und Französisch noch wenigstens eine weitere moderne Sprache verstehen.

VII. Wenn der Kandidat die Prüfung mit Erfolg bestanden hat, wird ihm ein Diplom mit der Gesamtnote „recht gut", „gut" oder „genügend" ausgestellt. Bei der Taxation der einzelnen Fächer werden diejenigen der ersten Gruppe dreifach, die der zweiten doppelt und die der dritten einfach berechnet. Wer in einem Fache der ersten Gruppe die Note „ungenügend" erhält, wird nicht patentirt. Wer in einem oder mehreren Fächern der zweiten Gruppe die Note „ungenügend" erhält, hat in diesen Fächern eine Nachprüfung zu bestehen, kann aber dann keine bessere Gesamtnote als „genügend" erhalten. Mehr als einmal wird niemand zu einer solchen Nachprüfung zugelassen.

VIII. Für die einzelnen Fächer werden folgende Anforderungen aufgestellt:

1. Pädagogik. *a.* Psychologie: Bekanntschaft mit der Entwicklung der allgemein menschlichen Seelentätigkeiten des Empfindens, Fühlens, Erkennens und Wollens; — *b.* allgemeine Erziehungslehre und Methodik der einzelnen Fächer; — *c.* Geschichte der Pädagogik, Kenntnis der wissenschaftlichen Pädagogik (Herbart und Ziller).

2. Deutsche Sprache. Fliessendes Lesen mit richtiger Aussprache und sinngemässer Betonung; Fähigkeit, das Gelesene in fliessender Rede wiederzugeben und zu erklären. Grammatik der neuhochdeutschen Sprache und Kenntnis der Lehre von den prosaischen und poetischen Darstellungsformen (Rhetorik, Poetik, Stilistik). Kenntnis der ganzen deutschen und schweizerischen Literaturgeschichte und Dichtungen, besonders der klassischen Periode des 18. Jahrhunderts. Ein Aufsatz über ein literarisches oder ein allgemeines Thema.

3. Französische Sprache. Geläufiges Lesen in guter Aussprache und Betonung. Fähigkeit, einen leichtern französischen Schriftsteller einigermassen fliessend zu übersetzen, ebenso einen leichtern deutschen Text ins Französische zu übertragen oder ein einfaches Thema in französischer Sprache zu bearbeiten. Kenntnis der französischen Wort- und Satzlehre und Fertigkeit im richtigen Sprechen. Bekanntschaft mit den Haupterscheinungen der französischen Literatur vom 17. Jahrhundert an.

4. Mathematik. *a.* Arithmetik. Kenntnis der bürgerlichen Rechnungsarten. Einige Kenntnis der Buchhaltung; — *b.* Kenntnis der elementaren Algebra, einschliesslich der Gleichungen zweiten Grades, der Progressionen, der Potenzen, Wurzeln und Logarithmen; — *c.* Planimetrie und Stereometrie, die wichtigsten Sätze der ebenen Trigonometrie mit praktischen Anwendungen. Das Einfachste aus der darstellenden Geometrie.

5. Geschichte. Kenntnis der allgemeinen und Schweizergeschichte mit besonderer Berücksichtigung der schweizerischen Verfassung.

6. Geographie. Spezielle Geographie der Schweiz. Physikalische und politische Geographie der fünf Erdteile. Übung im Kartenlesen. Grundlehren der mathematischen Geographie.

7. Physik und Chemie. *a.* Physik. Allgemeine Kenntnis der Experimentalphysik nebst einiger Übung im Experimentiren zu Unterrichtszwecken; — *b.* Chemie. Allgemeine Kenntnis der unorganischen und einiges aus der organischen Experimentalchemie. Einige Übung im Experimentiren zu Unterrichtszwecken.

8. Naturgeschichte. *a.* Botanik. Bekanntschaft mit den Hauptrepräsentanten der Pflanzenwelt. Allgemeine Übersicht über Phanerogamen und Kryptogamen. Grundbegriffe der Morphologie, Anatomie und Physiologie der Pflanzen. Uebung im Bestimmen der Pflanzen; — *b.* Zoologie. Kenntnis der wichtigsten Repräsentanten der Tierwelt. Einiges aus der vergleichenden Anatomie. Übersicht über das Tierreich. Anthropologie und Gesundheitslehre; — *c.* Mineralogie und Geologie. Kenntnis der wichtigsten Mineralien und Gebirgsformationen.

9. Englische Sprache. Fähigkeit, einen neuern englischen Schriftsteller korrekt zu lesen, zu übersetzen und nach Form und Inhalt zu erklären. Übung im mündlichen Gebrauch der Sprache. Kenntnis der Haupterscheinungen der englischen Literatur. Schriftliche Übersetzung eines leichtern deutschen Textes ins Englische oder Bearbeitung eines einfachen Themas in englischer Sprache.

10. Italienische Sprache (eventuell). Wie englisch.

11. Freihandzeichnen. Fertigkeit im Kopiren von Vorlagen und im Zeichnen nach einfachen Modellen und nach der Natur. Elementare Kenntnis der Perspektive. Ausführung von Zeichnungen und Skizzen an der Wandtafel.

12. Geometrisches Zeichnen. Geometrisches und Planzeichnen (für Lehrerinnen, soweit es für den Arbeitsunterricht für Mädchen erforderlich ist).

13. Schreiben. Ausführen von Probeschriften in deutscher und lateinischer Kurrentschrift, sowie in Ronde auf Papier und auf der Wandtafel.

14. Gesang. Vortrag eines leichtern Liedes. Kenntnis der Rhythmik, Melodik und Dynamik, der Akkorde, der verschiedenen Gesangssatzarten und der wichtigsten Akkordverbindungen im Umfange des einfachen Schul- und Volksgesanges. Notirung einer leichtern Melodie. Vortrag eines leichtern Violin- oder Klavierstückes.

15. Turnen. Kenntnis und Fertigkeit in den Ordnungs-, Frei-, Stab- und Gerätübungen, sowie der Turnspiele auf der Sekundarschulstufe für Lehrerinnen, soweit es für den Turnunterricht für Mädchen erforderlich ist.

16. Weibliche Handarbeiten. Das Fach der weiblichen Handarbeiten wird nach den Vorschriften für die Prüfung von Arbeitslehrerinnen von der hiefür aufgestellten Kommission geprüft und die erhaltene Gesamtnote ebenfalls in das Diplom eingetragen.

IX. Die Prüfung kann ausnahmsweise auf Antrag der Erziehungsdirektion vom Regierungsrat erlassen werden.

X. Diese Vorschriften werden im Amtsblatt publizirt und treten sofort in Kraft.

---

71. 7. Regolamento per gli esami di idoneità all'insegnamento nelle scuole primarie e maggiori del Cantone di Ticino. (4. Juli 1896.)

Il Consiglio di Stato della Repubblica e Cantone del Ticino, visto l'articolo 80 della legge scolastica 14 maggio 1879 — 4 maggio 1882;

In parziale modificazione del regolamento 1° giugno 1887;

Sulla proposta del Dipartimento di Pubblica Educazione adotta il seguente regolamento per gli esami di idoneità all'insegnamento nelle scuole primarie e maggiori.

*Capitolo I. — **Disposizioni generali.***

Art. 1. Ogni anno si terrà una sessione d'esami per conferire la patente di libero esercizio agli aspiranti all'insegnamento nelle scuole primarie e maggiori, i quali non sieno muniti di una patente loro rilasciata dalla Scuola normale cantonale.

Art. 2. Il Dipartimento della Pubblica Educazione nomina la Commissione esaminatrice, che di regola è composta di tre membri, oltre una maestra per la prova nei lavori femminili e nell'economia domestica; fissa l'epoca ed il luogo ne' quali gli esami devono tenersi e ne fa pubblicazione nel Foglio Offiziale.

Per i rami speciali d'insegnamento, quali il canto, il disegno, la ginnastica, il Dipartimento designerà appositi incaricati.

Art. 3. Ogni membro della Commissione riceve un'indennità di fr. 12 al giorno, più le spese di trasferta.

L'indennità sarà di fr. 15, per i membri che fossero chiamati da fuori del Cantone.

*Capitolo II. — **Condizioni per l'ammissione all'esame.***

Art. 4. Gli aspiranti devono notificarsi per iscritto al Dipartimento della Pubblica Educazione almeno 10 giorni prima dell'epoca fissata per il cominciamento degli esami, ed aggiungere alla loro domanda gli atti sottospecificati:

a. Certificato di nascita, da cui risulti l'età di 18 anni compìti per i maschi e di 17 per le femmine; — *b.* un certificato di buona condotta rilasciato dall'Autorità del luogo dove il postulante dimora da oltre un anno; — *c.* un dichiarato medico che comprovi possedere l'aspirante una costituzione fisica adatta alla professione di maestro; — *d.* certificato degli studi fatti.

Art. 5. Non sono ammessi all'esame: *a.* coloro che, presentatisi a due esami precedenti, non vi hanno ottenuto la patente; — *b.* gli aspiranti ad insegnare nelle scuole maggiori, che non hanno per anco lodevolmente subito l'esame di patente per scuola primaria.

Art. 6. La spesa per gli esami, qualunque ne possa essere l'esito, è a carico degli aspiranti, ed è fissata in fr. 50 da versare anticipatamente.

Capitolo III. — ***Esami.***

Art. 7. L'esame si compone: *a.* di prove scritte; — *b.* di prove orali; — *c.* di una lezione da farsi in presenza della Commissione.

Art. 8. Le prove scritte sono fatte a porte chiuse, sotto l'immediata sorveglianza di un membro della Commissione o di questa in corpo. Il candidato non può servirsi di nessun foglio o libro senza speciale autorizzazione della Commissione esaminatrice.

Art. 9. Le prove in iscritto per la patente di scuola primaria sono: *a.* un tema di pedagogia; — *b.* un componimento italiano; — *c.* una versione dall' italiano in francese; — *d.* un problema d'aritmetica; — *e.* un esercizio di calligrafia.

Per la patente di scuola maggiore: *a.* un componimento italiano; — *b.* una composizione di lingua francese; — *c.* un problema di aritmetica.

Art. 10. Gli esami scritti sono fatti prima degli esami orali. Gli aspiranti che non hanno ottenuta la nota $^7/_{10}$ nella composizione e nel quesito di aritmetica non sono ammessi a continuare l'esame.

Art. 11. Le prove orali sono pubbliche, e vengono date, per tutte le materie, avanti la Commissione in corpo, sopra tesi estratte dai programmi e dai libri di testo per la Scuola Normale e tirate a sorte dal candidato nella proporzione di due tesi per ogni materia, o suddivisione di materia.

Art. 12. Per le prove orali vengono assegnati a ciascun candidato ed in ogni materia o suddivisione di materia da 15 a 20 minuti.

Art. 13. La lezione di prova si fa sopra un tema scelto dalla Commissione, e reso noto al candidato almeno 5 ore prima; la durata minima è di 30 minuti.

Capitolo IV. — ***Operazioni della Commissione. Giudizio sul risultato degli esami. Patenti.***

Art. 14. Il Dipartimento di Pubblica Educazione sceglie i temi per le prove scritte; la Commissione sceglie le tesi per gli esami orali nelle diverse materie in ragione di una o due per ogni materia o suddivisione della medesima e per ogni esaminando, prepara il soggetto della lezione di prova, e fa al Dipartimento un rapporto scritto sul risultato dato da ciascun aspirante.

Art. 15. Per essere dichiarato idoneo un candidato dovrà riportare almeno 7 punti sopra 10 nell'esame scritto e verbale di lingua italiana e aritmetica, e almeno 6 punti in tutti gli altri esami verbali e scritti. Nel dare la classificazione del componimento italiano la Commissione deve tener calcolo non solo della correttezza grammaticale, ma della proprietà della lingua, della bontà dello stile e della esposizione logica dei concetti.

Art. 16. Secondo il risultato dell'esame, la Commissione accorda la patente per l'insegnamento primario per un anno, o per 4 al più, o la rifiuta.

§. Questa patente non può essere accordata definitivamente che dopo quattro anni d'esercizio soddisfacente, attestato dall'Ispettore di Circondario.

Art. 17. L'aspirante all'insegnamento delle scuole maggiori che ha superato lodevolmente gli esami riceve una patente definitiva. Non si concedono patenti provvisorie, o per qualche ramo d'insegnamento soltanto.

---

72. 8. Hier ist zu verweisen auf das **waadtländische** „Règlement du 19 septembre 1895 sur l'organisation des écoles enfantines et *sur l'obtention des brevets prévus par l'art. 39 lettres c et d, de la loi du 9 mai 1889 sur l'instruction publique primaire (brevet pour l'enseignement des ouvrages du sexe et brevet de maîtresse des Classes enfantines)*, das in Beilage I, pag. 66—70 des vorliegenden Jahrbuches abgedruckt ist.

---

b. Lehrerkorporationen.

73. 9. **Reglement für Schulkapitel und Schulsynode im Kanton Zürich.** (Vom 23. März 1895.)

A. Schulkapitel.

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Die in einem Bezirk wohnenden Lehrer und Lehrerinnen der Primar- und Sekundarschule bilden das Schulkapitel des Bezirks.

Der Besuch der Kapitelsversammlungen ist obligatorisch. Der Erziehungsrat kann jedoch in einzelnen Fällen Lehrer, welche gleichzeitig an höhern Schulen wirken, vom Besuche der Kapitel entbinden (§ 315 des Unt.-Gesetzes). Ausgenommen von dieser Verpflichtung sind ferner diejenigen Lehrer und Lehrerinnen, welche in den Ruhestand versetzt sind, sowie diejenigen, welche alters- oder krankheitshalber Vikariatsaushülfe haben.

Die Mitglieder des Volksschullehrerstandes, welche ohne staatliche Anstellung in einem Bezirke wohnen, haben sich zu erklären, ob sie von dem Rechte der Teilnahme an den Kapitelsversammlungen Gebrauch machen wollen, und sind im bejahenden Fall jeweilen einzuladen, sofern sie nicht durch zweimaliges unentschuldigtes Ausbleiben während eines Jahres das Recht auf den Empfang weiterer Einladungen verwirken. In den Versammlungen sind sie als vollberechtigte Mitglieder zu betrachten in denjenigen Angelegenheiten, welche im Sinne von § 316, lemma 1 des Unterrichtsgesetzes die theoretische und praktische Fortbildung des Kapitularen zum Zwecke haben. Ebenso haben sie das Recht zur Benutzung der Kapitelsbibliothek.

§ 2. Ordentlicher Weise versammeln sich die Kapitel viermal des Jahres, ausserordentlicher Weise in dringlichen Fällen auf den Ruf ihres Vorstandes oder auf das Begehren eines Dritteils ihrer Mitglieder (§ 317 des Unt.-Gesetzes).

§ 3. Wo die Kapitelsversammlung eine Einstellung der Schule notwendig macht, haben die Lehrer dem Präsidenten der Schulpflege zu rechter Zeit davon Kenntnis zu geben.

§ 4. Die Kapitel suchen die Fortbildung ihrer Mitglieder und die Entwicklung des Schulwesens zu erzwecken: *a.* durch Lehrübungen; — *b.* durch Vorträge und Besprechungen über Gegenstände des Schulwesens und verwandter Gebiete; — *c.* durch allfällige Eingaben an die Staatsbehörden oder Anträge an die Synode; *d.* durch Verbreitung guter Schulschriften.

Der Vorstand hat das Recht, jedes Mitglied anzuhalten, alljährlich wenigstens eine der vorbezeichneten Arbeiten zu liefern und er soll darauf Bedacht nehmen, so viele Mitglieder als möglich dabei zu beteiligen.

§ 5. Für die von den Kapiteln dem Erziehungsrate abzugebenden Gutachten über den Lehrplan, über Einführung neuer oder wesentliche Abänderung bestehender Lehrmittel der allgemeinen Volksschule, sowie über wichtige Verordnungen, welche die innere Einrichtung betreffen (§ 316 des Unt.-Gesetzes), werden die erziehungsrätlichen Vorarbeiten oder Entwürfe den Kapiteln in geeigneter Form zur Beratung mitgeteilt. Nach Vornahme der letztern wird von jedem Kapitel ein Abgeordneter zu einer Konferenz bezeichnet, durch welche das definitive Gutachten abzufassen ist. Von der Wahl seines Abgeordneten hat das Kapitel sofort dem Präsidenten der Synode Kenntnis zu geben, welcher nach geschehener Mitteilung an den Erziehungsrat die Konferenz einberuft und leitet. Ausser den Abgeordneten der Kapitel gehören der Konferenz an der Vorstand der Schulsynode, sowie ein Abgeordneter des Erziehungsrates, welcher mit beratender Stimme an der Versammlung teilnimmt.

Bei der Beratung des definitiven Gutachtens sind die Abgeordneten der Konferenz an keinerlei Instruktionen gebunden. Der Vorstand der Synode übermittelt das Gutachten in seiner endgültigen Form an den Erziehungsrat.

§ 6. Die Kapitel treffen die Wahlen ihres Vorstandes, der Abgeordneten an die Prosynode, der durch die Kapitel zu ernennenden Mitglieder der Bezirksschulpflegen u. s. f. und nehmen die auf die Synode, die Kapitelsbibliotheken, das Rechnungswesen u. s. f. bezüglichen Verhandlungen vor.

Die Wahlen der Kapitel, mit Ausnahme derjenigen für Kommissionen, geschehen durch geheimes absolutes Mehr.

§ 7. Zur bessern Verfolgung des Zweckes der theoretischen und praktischen Fortbildung (§ 4) sind die Kapitel berechtigt, sich in Sektionen zu gliedern und statt einer oder zweier Kapitelsversammlungen Sektionskonferenzen abhalten zu lassen. Tritt aber an die Stelle je einer Kapitelsversammlung eine mehrmalige Versammlung der Sektionskonferenzen, so sollen die mehreren an schulfreien Nachmittagen abgehalten werden.

Über ihre Verrichtung erstatten die Sektionskonferenzen jährlich Bericht an die Kapitel (§ 317 des Unt.-Gesetzes).

II. Vorstand der Kapitel und Sektionskonferenzen.

§ 8. Der Vorstand der Kapitel besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten und einem Aktuar.

Dieselben werden auf die Dauer von zwei Jahren in den auf die ordentliche Versammlung der Schulsynode zunächst folgenden ordentlichen Versammlungen der Kapitel gewählt (§ 318 des Unt.-Gesetzes). Jeder definitiv angestellte Lehrer ist verpflichtet, eine allfällige Wahl für eine Amtsdauer anzunehmen.

Von den vorgenommenen Wahlen ist dem Erziehungsrate, den Bezirksschulpflegen und dem Vorstand der Schulsynode sofort Kenntnis zu geben.

§ 9. Der Vorstand bestimmt die Zeit und den Ort der Versammlung.

§ 10. Der Vorstand bestimmt die in jeder Versammlung zu behandelnden Geschäfte und der Präsident setzt die Reihenfolge derselben fest. Die Versammlung kann jedoch in beiden Beziehungen die ihr nötig scheinenden Abänderungen beschliessen.

§ 11. Der Vorstand und insbesondere der Präsident hat über den reglementarischen Gang der Kapitelsversammlungen, sowie über genaue Pflichterfüllung von seiten der einzelnen Mitglieder zu wachen.

§ 12. Der Vorstand verfasst alljährlich über den Gang und die Verrichtungen des Kapitels einen Bericht, welcher spätestens bis Ende Januar dem Erziehungsrat einzuhändigen ist, und sich auf folgende Punkte beziehen soll: *a.* Zahl, Dauer, Besuch und Gang der Kapitelsversammlungen; — *b.* Tätigkeit der Kapitel (praktische Lehrübungen, Aufsätze, Vorträge, Besprechungen und amtliche Gutachten); — *c.* Besorgung und Benutzung der Bibliothek; — *d.* kurze Zusammenstellung der in allfälligen Sektionskonferenzen gepflogenen Verhandlungen.

Aus den sämtlichen Berichten verfasst der Vorstand der Synode einen kurzen Generalbericht zu handen des Erziehungsrates und der Schulsynode.

§ 13. Der Kapitelspräsident ist verpflichtet, der Versammlung sämtlicher Kapitelspräsidenten, welche jährlich einmal in Gemeinschaft mit dem Synodalvorstand stattfindet, beizuwohnen.

§ 14. Der Aktuar führt ein Verzeichnis der sämtlichen Lehrer und Lehrerinnen des Kapitels.

§ 15. Die Sektionskonferenzen wählen ihren Vorstand auf gleiche Amtsdauer wie die Kapitel frei aus ihrer Mitte. Über ihre innere Organisation gibt sich jede Sektion selbst die ihr geeignet scheinenden Vorschriften.

III. Zusammentritt der Kapitelspräsidenten.

§ 16. Jedes Jahr vor Ende März versammeln sich auf Einladung und unter dem Vorsitz des Synodalpräsidenten die Kapitelspräsidenten und der Vorstand der Synode zu einer Konferenz, bei welcher in Behandlung kommen sollen:

a. allfällige Eröffnungen des Erziehungsrates; — *b.* gegenseitige Mitteilungen über den Gang der Kapitelsverhandlungen im verflossenen Jahr; — *c.* gemeinschaftliche Beratung über besonders geeignete Verhandlungsgegenstände für das bevorstehende Schuljahr (Bezeichnung einiger Aufgaben für die praktischen Lehrübungen, einiger Themata zu schriftlichen Arbeiten, Vorträgen oder gegenseitiger Besprechung und einer Anzahl zur Anschaffung besonders empfehlenswerter Bücher); — *d.* Antrag an den Erziehungsrat über die zu stellende Preisaufgabe für Volksschullehrer; — *e.* allfällige Vorschläge und Aufschlüsse zu handen des Erziehungsrates.

§ 17. Über diese Verhandlungen führt der Aktuar der Synode ein Protokoll, welches, vom Präsidenten unterzeichnet, auch dem Erziehungsrat zuzustellen ist.

Nach Behandlung der ausgesprochenen Vorschläge macht der Erziehungsrat beim Beginn des neuen Schuljahres den Kapiteln die nötigen Mitteilungen.

IV. Pflichten der Kapitelsmitglieder.

§ 18. Die Mitglieder des Kapitels sind verpflichtet: *a.* regelmässig und zur rechten Zeit in den Versammlungen sich einzufinden und dieselben ohne Erlaubnis des Präsidenten vor Beendigung der Geschäfte nicht zu verlassen; vorzeitiges Verlassen der Versammlung gilt als unentschuldigte Absenz; — *b.* die erhaltenen Aufträge (§ 4) auszuführen.

§ 19. Entschuldigungen sind womöglich vor der Versammlung oder spätestens in der Woche nach derselben dem Präsidenten des Kapitels schriftlich mitzuteilen. Schulhalten entschuldigt nicht.

Über die Gültigkeit der Entschuldigungen entscheidet der Vorstand, bezw. das Kapitel.

Eine unentschuldigte Absenz wird mit Fr. 3, die zweite mit Fr. 5, und mehr Absenzen mit entprechend höherer Busse belegt. Die Bussen sind zu gunsten der Kapitelsbibliotheken zu verwenden.

V. Gang der Kapitelsverhandlungen.

§ 20. Jede Versammlung wird mit Gesang eröffnet. Hierauf folgt die Verlesung des Protokolls, sodann werden die Geschäfte in der festgesetzten Reihenfolge vorgenommen.

§ 21. In derjenigen Versammlung, welche für die Synode zunächst vorangeht, wird die Wahl eines Abgeordneten an die Prosynode (§ 31, lemma 1) vorgenommen. Allfällige Wünsche und Anträge der Kapitel an die Synode sind spätestens bis Ende Juni einzureichen.

VI. Fortbildung durch Schulbesuche.

§ 22. Jedem Lehrer wird empfohlen, von Zeit zu Zeit auch andere Schulen nach freier Auswahl oder die Übungsschule am Seminar zu besuchen. Die Lehrer sind berechtigt, jährlich zwei Schultage für solche Schulbesuche zu verwenden, wobei sie jedoch dem Präsidenten der Schulpflege rechtzeitig Kenntnis von einer allfälligen Schuleinstellung zu geben haben.

VII. Bibliotheken.

§ 23. Jedes Kapitel hat eine Bibliothek und erhält zur Äufnung derselben alljährlich einen Staatsbeitrag.

§ 24. Sämtliche Mitglieder eines Kapitels sind berechtigt, Bücher aus der Bibliothek zu beziehen.

§ 25. Zur Besorgung der Bibliothek wählt das Kapitel auf die Dauer von zwei Jahren einen Bibliothekar. Jeder definitiv angestellte Lehrer ist verpflichtet, die Stelle für eine Amtsdauer anzunehmen.

§ 26. Dem Bibliothekar liegt ob, einen vollständigen Katalog und genaue schriftliche Kontrolle über Ein- und Ausgang der Bücher zu führen, und den Ersatz für verloren gegangene oder unbrauchbar gemachte Werke von den

betreffenden Mitgliedern einzuziehen, die Bibliothekkasse zu verwalten, gegen Ende des Jahres dem Vorstand zu handen einer ordentlichen Kapitelsversammlung Bericht und Rechnung vorzulegen, welche dem Jahresbericht beizugeben sind, und endlich alljährlich eine Bereinigung der Bibliothek vorzunehmen.

§ 27. Die Mitglieder sind verpflichtet, die aus der Bibliothek bezogenen Werke ohne vorhergegangene Aufforderung behufs der in § 26 bezeichneten Bereinigung jedes Jahr auf 1. Dezember dem Bibliothekar einzusenden. Verspätete Abgabe wird mit Fr. 1 Busse belegt.

§ 28. Über die Anschaffung sämtlicher Bücher und Schriften hat der Vorstand unter Zuzug des Bibliothekars Anträge an das Kapitel zu stellen, welches die einzelnen Anschaffungen beschliesst.

B. Schulsynode.

I. Von der Synode im allgemeinen.

§ 29. Mitglieder der Schulsynode sind die Mitglieder der sämtlichen Kapitel, sowie die an den Kantonallehranstalten und an den höhern Schulen von Zürich und Winterthur angestellten Lehrer.

Die Mitglieder des Erziehungsrates, der Aufsichtskommissionen über die kantonalen Lehranstalten, über die höhern Schulen von Zürich und Winterthur, sowie der Bezirksschulpflegen sind berechtigt, der Synode mit beratender Stimme beizuwohnen.

Der Erziehungsrat lässt sich durch eine Abordnung von zwei Mitgliedern in der Synode vertreten.

§ 30. Ordentlicher Weise versammelt sich die Synode ein Mal jährlich, ausserordentlicher Weise auf den Ruf des Erziehungsrates, oder auf ihren eigenen Beschluss, oder auf das Verlangen von vier Kapiteln hin.

In den beiden letztern Fällen ist die Genehmigung des Erziehungsrates einzuholen.

Den Ort der ordentlichen Versammlung bezeichnet die Synode selbst, den Ort für eine ausserordentliche Versammlung der Vorstand.

§ 31. Der ordentlichen Synode geht immer eine Prosynode voraus. Mitglieder der Prosynode sind: Der Vorstand der Synode, je ein Abgeordneter der Kapitel, der kantonalen Lehranstalten und der höhern Schulen von Zürich und Winterthur.

Bei ausserordentlichen Synoden, mit Traktanden, die keiner Vorberatung bedürfen, kann von der Einberufung einer Prosynode Umgang genommen werden. Eine allfällige Prosynode für eine ausserordentliche Synode kann auch am Tage vorher oder am nämlichen Tage wie die Synode stattfinden.

Die zwei an die Synode abgeordneten Mitglieder des Erziehungsrates (§ 29 lemma 3) und die Synodalreferenten wohnen der Prosynode mit beratender Stimme bei.

§ 32. Die Prosynode tritt bei ordentlichen Versammlungen wenigstens 14 Tage vor der Synode in Zürich zusammen, berät die Verhandlungsgegenstände der Synode vor und setzt das Traktandenzirkular, sowie die Reihenfolge fest, in welcher die Gegenstände zur Verhandlung gebracht werden sollen.

Alle der Beratung der Synode vorzulegenden Gegenstände sind vorher von der Prosynode zu begutachten.

§ 33. Mit Ausnahme der Wahlen der Mitglieder des Erziehungsrates geschehen alle Wahlen durch offenes absolutes Stimmenmehr, nach Vorschrift des Gesetzes betreffend die Wahlen §§ 41—45.

II. Geschäfte der Synode.

§ 34. In jeder ordentlichen Versammlung findet die Aufnahme der neuen Mitglieder statt. Zu dem Ende hin haben diejenigen Lehrer und Lehrerinnen, welche seit der letzten Versammlung in die Klasse der Primar- oder Sekundar-

lehrer aufgenommen worden, insofern sie sich im Kanton befinden, sowie diejenigen, welche an den Kantonallehranstalten und an den höhern Schulen von Zürich und Winterthur angestellt sind, der nächsten ordentlichen Versammlung der Synode beizuwohnen. Der Aktuar der Synode führt hierüber Kontrolle.

Die Kanzlei des Erziehungsrates hat dem Präsidenten der Synode ein Namensverzeichnis und ein Verzeichnis der seit der letzten Synode verstorbenen Mitglieder zuzustellen.

§ 35. Die Synode erhält Kenntnis von dem Jahresberichte, den der Erziehungsrat dem Regierungsrat über den Zustand des zürcherischen Schulwesens erstattet, sowie von dem Generalbericht über die Tätigkeit der Schulkapitel.

Sie hört einen womöglich freien Vortrag an über einen im Einladungsschreiben zu bezeichnenden Gegenstand aus dem Gebiete des Schulwesens. Der Vortragende ist gehalten, sich in seinen Ausführungen möglichster Kürze zu befleissigen.

Sofern gedruckte Referate zur Grundlage der Diskussion gemacht werden, sind dieselben spätestens mit der Einladung den Mitgliedern der Synode gedruckt zuzustellen.

Sie berät im allgemeinen die Mittel zur Förderung des Schulwesens. Bezügliche Wünsche und Anträge von seiten der Kapitel oder einzelner Mitglieder sind dem Präsidenten der Synode spätestens bis Ende Juni einzureichen. Die Motionssteller sind für das einzelne Geschäft ebenfalls in die Prosynode einzuladen.

§ 36. Der Vorstand hat bei der Auswahl der Vortragenden auf tunlichste Abwechslung unter den Kapiteln und den Körperschaften der höheren Lehranstalten Bedacht zu nehmen. Der Vortragende ist verpflichtet, das Schema des Vortrages bis Ende Juni dem Vorstand einzureichen, welchen dasselbe einem andern Mitgliede zur Abgabe des ersten Votums nach dem Vortrage zustellt.

Ausnahmsweise kann die Synode den Gegenstand der Abhandlung für die nächstfolgende Versammlung selbst festsetzen und den Vortragenden bezeichnen.

Die Thesen des Vortrages sind den Synodalen vor der Versammlung mit der Einladung gedruckt zuzustellen.

§ 37. Die Verhandlungen der Synode sind öffentlich. Dieselben werden in gedrängtem Auszuge gedruckt und den Mitgliedern der Synode, sowie dem Erziehungsrat, den Bezirks-, Sekundar- und Gemeindeschulpflegen zugestellt.

III. Der Vorstand.

§ 38. Die Synode wählt zur Leitung ihrer Verhandlungen und zur Vollziehung ihrer Beschlüsse durch absolutes Stimmenmehr auf die Dauer von zwei Jahren einen Vorstand, bestehend aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten und einem Aktuar (§ 327 des Unterrichtsgesetzes). Jedes Mitglied ist verpflichtet, die Wahl für eine Amtsdauer anzunehmen.

§ 39. Der Vorstand hat die Geschäfte der Synode vorzubereiten (an dem Versammlungsort ein geeignetes Lokal zu beschaffen), die Beschlüsse zu vollziehen und nach jeder Versammlung dem Erziehungsrate Bericht über ihren Gang und die Verhandlungen zu erstatten.

§ 40. Dem Präsidenten liegt ob, die Einladungsschreiben zu den Versammlungen an die Mitglieder der Prosynode und der Synode durch das Mittel der Kapitelspräsidenten, der Rektoren an den Kantonallehranstalten und den höhern Schulen von Zürich und Winterthur und an die in § 29 bezeichneten Behörden zu erlassen, die Versammlung zu leiten und über die Beobachtung des Reglements zu wachen.

§ 41. Der Aktuar hat zehn Tage vor jeder Versammlung Tag und Ort derselben durch das Amtsblatt, das amtliche Schulblatt und einige weitere Blätter bekannt zu machen. Er führt ein fortlaufendes Protokoll über die Verhandlungen der Synode, des Synodalvorstandes, sowie der Konferenz der Kapitels-

präsidenten und der Kapitelsabgeordneten und hat jeweilen beförderlich eine Abschrift des Protokolls dem Erziehungsrate zu übermitteln. Er hat im weitern das Archiv, sowie den Druck und die Versendung der Einladungen zu besorgen.

IV. Gang der Verhandlungen.

§ 42. Die Schulsynode wird mit Gesang begonnen und geschlossen. Den Verhandlungen geht die Eröffnungsrede des Präsidenten und der Namensaufruf der neu eintretenden Mitglieder voran. Die Reihenfolge der Traktanden wird sodann auf Antrag der Prosynode von der Synode selbst festgestellt.

§ 43. Über jeden Beratungsgegenstand findet freies Wortbegehren statt. Die Synode kann für die Referate wie für die freien Voten eine bestimmte Zeitdauer ansetzen. Allfällige Gegen- oder Abänderungsanträge sind schriftlich dem Präsidenten einzureichen.

§ 44. Nach Erledigung der Geschäfte können Anträge von Kapiteln, welche von der Prosynode abgewiesen worden, von irgend einem Mitgliede vor die Versammlung gebracht werden.

§ 45. Der Präsident stellt die Fragen, über welche abzustimmen ist. Die Abstimmung geschieht durch offenes Mehr. Die nötigen Stimmenzähler werden für jede Versammlung vom Präsidenten bezeichnet.

§ 46. Jeder Verhandlungsgegenstand kann zu weiterer Vorberatung entweder an eine Kommission oder an die Kapitel oder direkt an die nächste Prosynode zurückgewiesen werden.

§ 47. Am Schluss der Verhandlungen teilt der Präsident der Synode das Urteil des Erziehungsrates über die eingegangenen Bearbeitungen der Preisaufgabe mit und eröffnet vor der Versammlung die Namen der mit einem Preise bedachten Verfasser.

§ 48. Zur Handhabung des Reglements, sowie über die Behandlungsweise eines Beratungsgegenstandes kann jederzeit von einem Mitgliede eine Ordnungsfrage aufgeworfen werden, welche sogleich zu erörtern und zu entscheiden ist.

§ 49. Gegenwärtiges Reglement, durch welches das Reglement für die Schulkapitel und die Schulsynode vom 30. Juni 1880 aufgehoben wird, tritt sofort in Kraft.

---

74. 10. Statuten der Unterstützungskasse für die Volksschullehrer des Kantons St. Gallen. (Vom 25. Februar 1896.)

Wir Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen, in Vollziehung des Art. 68 des Gesetzes über das Erziehungswesen vom 8. Mai 1862, des Art. 2 des Gesetzes über Festsetzung der Primarlehrergehalte vom 15. Januar 1877, sowie in Revision der Statuten der Unterstützungskasse für die Volksschullehrer vom 21./25. Oktober 1886,

In der Absicht, die ökonomische Stellung der Lehrer der Volksschule und insbesondere die Leistungsfähigkeit ihrer Unterstützungskasse nach Möglichkeit zu sichern, verordnen:

I. Zweck und Bestand des Unterstützungsverbandes.

Art. 1. Der Staat unterhält eine Unterstützungskasse für die Lehrer der St. Gallischen Volksschule, welche wegen geistiger oder körperlicher Gebrechen oder Altersschwäche dienst- und in höherem oder geringerem Grade erwerbsunfähig geworden sind, sowie für die hinterlassenen Witwen und Waisen verstorbener Lehrer.

Art. 2. Anteilhaber an dieser Kasse sind: *a.* die an öffentlichen, von Schulgemeinden gehaltenen Primarschulen des Kantons gesetzlich angestellten Lehrer und nicht verehelichten Lehrerinnen weltlichen Standes; — *b.* die an öffentlichen Sekundarschulen des Kantons gesetzlich angestellten Hauptlehrer weltlichen Standes; — *c.* die Lehrer des Lehrerseminars und der Musterschule in Maria-

berg, der Lehrer an der kantonalen Strafanstalt, die Vorsteher und Hauptlehrer der Taubstummenanstalt in St. Gallen und der unter staatliche Aufsicht gestellten Rettungs- und Besserungsanstalten, sowie die Lehrer der Gemeinde- und Bezirkswaisenanstalten.

Die Aufnahme in den Verband der Unterstützungskasse ist für sämtliche Anteilhaber überdies an die Bedingung des Besitzes eines definitiven st. gallischen Lehrpatentes geknüpft. Dessen Zuerkennung vorgängig hat sich jeder Neuaufzunehmende darüber auszuweisen, dass er nicht ausgesprochene Anlagen zu einer Krankheit besitzt, die ein frühzeitiges Aufgeben des Lehrerberufes zur Folge haben müsste. Bezügliche Ausweise werden auf Grund der anlässlich der jährlichen ordentlichen Patentprüfung von der Erziehungsbehörde angeordneten Untersuchung unentgeltlich verabfolgt. Wer sich dagegen in der Zwischenzeit um ein Patent bewirbt, hat sich den verlangten Ausweis auf seine Kosten von dem betreffenden Bezirksarzte zu verschaffen.

Die dem Verbande zur Zeit nach Art. 2 der bisherigen Statuten bereits angehörenden Mitglieder verbleiben es ohne weiteres.

Art. 3. Die Anteilhaberschaft und damit auch jeder Anspruch an die Unterstützungskasse erlischt: *a.* infolge von Austritt aus dem öffentlichen kantonalen Schuldienst, bezw. aus den in Art. 2, lit. *c* genannten Stellungen; — *b.* infolge von Patententzug, Patenteinstellung oder Versetzung unter die Verweser durch den Erziehungsrat; — *c.* infolge von Verlust der bürgerlichen Ehre wegen Vergehen oder Verbrechen nach eingetretener Pensionirung.

Lehrern, welche ohne eigenes Verschulden ihre Stelle verlieren, ist eine Notfrist von zwei Jahren eingeräumt, während welcher sie die Personalbeiträge in die Kasse fortzuentrichten haben und als Anteilhaber derselben betrachtet werden. Finden Sie innerhalb dieser Frist keine öffentliche Lehrstelle im Kanton, so erstattet ihnen die Kasse ihre während derselben geleisteten Beiträge zurück. Ausnahmsweise kann die Erziehungskommission die Notfrist bis auf drei Jahre ausdehnen.

II. Bildung der Unterstützungskasse.

Art. 4. Der Deckungsfonds der Unterstützungskasse wird gebildet aus: *a.* dem schon vorhandenen Fonds, dem Fonds der früheren katholischen Pensionskasse und dem extradirten Fondsanteil der evangelischen kantonalen Lehrer-Witwen- und -Waisenkasse nach Massgabe der für die letztern aufgestellten Anordnungen und Vereinbarungen; — *b.* den Jahreszinsen der Fonds, soweit solche verfügbar sind; — *c.* den jährlichen Beiträgen der Anteilhaber mit je Fr. 20; — *d.* den jährlichen Beiträgen des Staates mit Fr. 30 für jede Lehrstelle; — *e.* den jährlichen Beiträgen der Schulgemeinden, Sekundarschulkorporationen und der in Art. 2 lit. *c* genannten Anstalten mit Fr. 50 für jede Lehrstelle; — *f.* den in Art. 8 vorgesehenen Nachzahlungen; — *g.* den rückfälligen Seminarstipendien; — *h.* den Schenkungen und Vergabungen.

Art. 5. Der Staat, die Schulgemeinden, die Sekundarschulkorporationen und die Anstalten haben den nach Art. 4 lit. *d* und *e* pflichtigen Beitrag an die Unterstützungskasse zu entrichten, ob im betreffenden Zeitpunkt die Lehrstellen definitiv oder provisorisch besetzt oder vakant sind.

Besetzungen von Lehrstellen mit geistlichen Lehrerinnen sind als provisorische zu betrachten.

Art. 6. Die Einlagen des Staates erfolgen in halbjährlichen Raten, je im Februar und August für das angetretene Semester. Auf den gleichen Zeitpunkt leisten jeweilen auch die Schulpflegschaften und Anstalten an die Bezirksämter zu handen der Kantonsbuchhaltung den halben Beitrag nach Art. 4 litt. e, sowie den halben Jahresbeitrag für die beitragspflichtigen Lehrer, unter Vorbehalt allfälliger entsprechender Verrechnung bei Entrichtung der Gehalte an die letztern. Ist im betreffenden Zeitpunkt die Schule nicht mit einem beitragspflichtigen Lehrer besetzt, so ist einzig der bezügliche Gemeinde- bezw. Anstaltsbeitrag zu leisten.

Art. 7. Mit dem Eintritt in den Pensionsgenuss hört für den Betreffenden die Verpflichtung zur Leistung des persönlichen Jahresbeitrages von Fr. 20 auf. Diejenigen Lehrer, welche vor dem Inkrafttreten dieser neuen Statuten vom Personalbeitrag befreit worden, haben auch künftig keinen solchen mehr zu entrichten.

Art. 8. Lehrer, welche in den kantonalen Schuldienst, bezw. in die in Art. 2, litt. *c* genannten Stellungen eintreten oder sonst auf Grund der vorliegenden Statuten neu in den Unterstützungsverband aufgenommen werden, haben bei Anlass der definitiven Patentirung die Personalbeiträge, vom vollendeten 20. Altersjahre an gerechnet, mit je Fr. 20 nachzuzahlen.

Lehrer, welche früher im hiesigen Kanton gesetzlich angestellt waren und sodann den kantonalen Schuldienst für kürzere oder längere Zeit verlassen haben, sind pflichtig, beim Wiedereintritt in denselben bezw. bei der Erneuerung des definitiven Patentes für die inzwischen verflossenen Jahre die Beiträge mit je Fr. 20 nachzuzahlen.

Die Erziehungskommission kann die ratenweise Entrichtung der Nachzahlungen bewilligen.

Nach dem vollendeten 45. Altersjahr findet eine Aufnahme in den Unterstützungsverband nicht mehr statt.

III. Leistungen der Unterstützungskasse.

Art. 9. Die Unterstützungskasse leistet an die Anteilhaber folgende jährliche Pensionen:

a. eine volle Pension vor Fr. 600 an solche Lehrer, welche nach wenigstens zehnjährigem kantonalem Schuldienst wegen körperlicher oder geistiger Gebrechen bleibend dienstunfähig geworden oder nach ihrem vollendeten 65. Altersjahr auf ihr Verlangen in den Ruhestand versetzt worden sind. Für Lehrerinnen tritt diese Berechtigung schon mit vollendetem 60. Altersjahre ein;

b. eine teilweise Pension im Umfang von Fr. 100—500 an solche Lehrer, welche vor erfülltem zehnjährigem Schuldienst bleibend dienstunfähig geworden sind.

Wenn in den Fällen von litt. *a* und *b* das Gebrechen, das die Unfähigkeit für den Schuldienst bedingt, im übrigen die Erwerbsfähigkeit des Betreffenden in einem andern Wirkungskreise nicht schmälert, so ist keine bezw. nur eine reduzirte Pension zu leisten, insofern und so lange derselbe nicht nachweisen kann, dass er, abgesehen von allfälligen weitern Pensionen, einen geringeren Jahreserwerb habe, als der gesetzliche Gehalt eines Primarlehrers an einer Jahresschule beträgt.

Ebenso kann auch eine bereits zuerkannte Pension, wenn die eben bezeichneten Umstände erst später eintreten, reduzirt oder ganz entzogen werden.

Im Falle der Wiederherstellung und Wiederbefähigung zum Schuldienst fällt die Pension ganz dahin.

c. eine Pension von Fr. 250 an die Witwe eines Anteilhabers;

d. an die hinterlassenen, noch nicht 18 Jahre alten eigenen Kinder eines Anteilhabers und zwar eine Pension von Fr. 100 an ein einzelnes berechtigtes Kind, eine solche von Fr. 170 an zwei, von Fr. 230 an drei, von Fr. 280 an vier, von Fr. 320 an fünf und von Fr. 350 an sechs oder mehr berechtigte Kinder, je zu gleichen Teilen.

Bei Kindern, welche beide Eltern verloren haben, erhöht sich die Pension auf den doppelten Betrag.

Auf die Pensionen *c* und *d* haben die Hinterlassenen sowohl eines im Schuldienst als auch eines im Pensionsgenuss verstorbenen Anteilhabers Anspruch, jedoch nur dann, wenn die Ehe nicht nach erfolgter Pensionirung oder bei aktiver Stellung nicht nach dem 60. Altersjahre eingegangen worden ist und mindestens zwei Jahre gedauert hat. Auch darf die gesamte Pension der Hinter-

lassenen eines im Pensionsgenusse Verstorbenen denjenigen Betrag nicht übersteigen, welchen der Pensionär selber in der letzten Zeit bezogen hatte. Ausgenommen hievon sind bloss ganz elternlose Waisen.

Stirbt ein Lehrer innerhalb des ersten oder zweiten Jahres der Ehe, welche vor erfolgter Pensionirung und vor dem vollendeten 60. Altersjahre eingegangen worden ist, so haben die Hinterlassenen (litt. *c* und *d*) Anspruch auf eine einmalige Abfindungssumme von Fr. 500 bezw. Fr. 1000.

Die Angehörigen eines Pensionärs, dem nach Art. 3 litt. *c* die Pension entzogen wird, sind, insofern sie diesfalls keine Schuld trifft, wie die Hinterlassenen eines verstorbenen Anteilhabers zu behandeln.

Durch gerichtliches Urteil gänzlich geschiedene Ehefrauen besitzen keine Pensionsberechtigung.

Art. 10. Die Anmeldung zum Eintritt in den Pensionsgenoss ist von dem betreffenden Lehrer unter Beibringung einer Erklärung des eventuellen Austrittes aus dem Schuldienst zu handen der Erziehungsbehörde, eines Ausweises über die Dauer des geleisteten Schuldienstes und eines bezirksärztlichen Gutachtens über die eingetretene Invalidität, zunächst an den zuständigen Bezirksschulratspräsidenten zu richten, welcher sie mit seinem Gutachten dem Erziehungsdepartement einbegleitet. Die Erziehungskommission prüft die Verhältnisse, ordnet nach Ermessen weitere Untersuchungen an und unterbreitet das Gesuch dem Erziehungsrate, auf dessen Antrag der Regierungsrat endgültig entscheidet.

In gleicher Weise wie über den Eintritt in den Pensionsgenuss wird über die Reduktion, bezw. den Wegfall der Pension gemäss Art. 9 entschieden.

Witwen und Waisen von Anteilhabern haben zur Geltendmachung ihres Pensionsanspruches einen Todesschein des Betreffenden und einen Familienschein, beide vom zuständigen Zivilstandsbeamten ausgestellt, an das Erziehungsdepartement einzusenden.

Art. 11. Behufs Erhebung der Pension haben die Pensionsberechtigten jeweilen in der zweiten Hälfte Juni und Dezember einen amtlichen Lebensschein an die Erziehungskanzlei einzusenden.

Art. 12. Die Pension wird in halbjährigen Raten im Juli und Januar ausbezahlt.

Die erste Rate wird dabei für pensionirte Lehrer vom Schlusstermin der Gehaltsberechnung, für die Hinterlassenen eines Anteilhabers vom Todestage desselben an berechnet.

Mit dem Todestage eines Pensionsbezügers erlischt dessen Pension und beginnt die Witwen- bezw. Waisenpension, wobei aber für die Feststellung des Pensionsbetrages einzig der Zivilstand des Betreffenden zur Zeit seiner Pensionirung massgebend ist.

Im Falle der Wiederverehelichung bezieht die Witwe ihre Pension bis zum Trauungstage. Bringt eine sich wieder verehelichende Witwe pensionsgenössige Kinder in die Ehe, so ist mit Rücksicht auf die veränderten ökonomischen Verhältnisse zu prüfen, ob die Pension der Kinder ganz oder teilweise fortzudauern habe.

Für die Kinder hört eine Pensionsberechtigung mit dem Tage des vollendeten 18. Altersjahres auf.

Art. 13. Die Pensionen sind an die Person des Bezugsberechtigten geknüpft und können von diesen weder veräussert noch verpfändet werden.

Das Pensionsbetreffnis eines Kindes ist stets dem zuständigen Waisenamte zuzustellen, von demselben womöglich zinstragend anzulegen und zur Erlernung eines Berufes für das Kind zu verwenden.

Art. 14. Wenn ein Bezugsberechtigter für seine Angehörigen nicht nach Möglichkeit sorgt, so kann ihm die Pension entzogen und zum Teil auf diese (noch nicht 18 Jahre alten Kinder, bezw. Frau und Kinder) übertragen werden.

Art. 15. Der Deckungsfonds, welcher gleich dem Barwert der künftigen Pensionen aller pensionirten Verbandsmitglieder und ihrer Angehörigen plus den von den aktiven Mitgliedern geleisteten Personalbeiträgen (ohne Zins) sein soll, wird nach Perioden von je fünf Jahren berechnet. Ergibt sich nach Ausweis der berechneten Summe aus den vorhandenen Mitteln noch ein Überschuss, so wird derselbe zur Bildung eines Reservefonds verwendet. Dieser dient dazu, in mindergünstigen Perioden den Deckungsfonds auf seiner rechnungsmässigen Höhe zu erhalten.

Art. 16. Um die Grundwerte, welche zur Berechnung des Deckungsfonds dienen, auf mehr Erfahrungsresultate stützen zu können und damit grössere Sicherheit zu erlangen, hat die Erziehungskanzlei über die Zivilstandsverhältnisse aller Anteilhaber und ihrer Angehörigen eine Kontrolle zu führen. Zu diesem Zwecke sind die Anteilhaber verpflichtet, sich von dem Zivilstandsbeamten ihres Wohnortes ein Familienbüchlein zu verschaffen, jede Zivilstandsveränderung in demselben durch den Zivilstandsbeamten des jeweiligen Wohnortes vormerken zu lassen und sodann das Familienbüchlein unverzüglich der Erziehungskanzlei zur Einsicht und Vormerkung in der Kontrolle einzusenden.

Art. 17. Wenn in einem Jahre die Zahl der Pensionsgesuche von Lehrern diejenige Ziffer, welche der Berechnung der Unterstützungskasse zu Grunde liegt, in einer die Entwicklung derselben gefährdenden Weise übersteigen sollte, so sind diejenigen Gesuche, welche sich zunächst auf Alter, tüchtige Leistungen und Dienstzeit stützen, in erster Linie zu berücksichtigen, die übrigen begründeten Gesuche aber, soweit als möglich mit Prioritätsrecht, für das nächste Jahr zurückzustellen. Pensionsgesuche von Witwen und Waisen dagegen dürfen nicht zurückgestellt werden.

Art. 18. Sobald der Deckungsfonds in seiner rechnungsmässigen Höhe (Art. 15) vorhanden und der Reservefonds 5 % des Deckungsfonds übersteigt, kann zu einer verhältnismässigen Reduktion der Beiträge geschritten oder eine Erhöhung der Pensionen vorgenommen werden.

Sollte dagegen der Fall eintreten, dass keine Aussicht vorhanden ist, den Deckungsfonds auf eine rechnungsmässige Höhe zu bringen bezw. auf ihr zu erhalten, so hat allgemein eine entsprechende Reduktion der Pensionen einzutreten.

Art. 19. Über die Ausführung der in Art. 12, Absatz 4, Art. 14, 17 und 18 vorgesehenen Massnahmen entscheidet nach erfolgter Prüfung durch die Erziehungskommission auf Antrag des Erziehungsrates endgültig der Regierungsrat.

IV. Verwaltung der Unterstützungskasse.

Art. 20. Die Verwaltung der Unterstützungskasse wird unter Aufsicht des Erziehungs- und Finanzdepartements nach Weisung des letztern durch die Kantonsbuchhaltung geführt.

Art. 21. Auf Ende Juni und Ende Dezember erlässt das Erziehungsdepartement an die Kantonsbuchhaltung die erforderlichen Anweisungen zur Ausrichtung der verfallenen Pensionen und auf Anfang Februar und August an die Bezirksämter die Bezugsmandate über Einhebung der Lehrer- und Gemeindebeiträge, sowie der Nachzahlungen.

Art. 22. Das Vermögen der Kasse soll zinstragend angelegt werden. Für dessen Verwaltung und Sicherheit haftet der Staat.

Art. 23. Der Rechnungsabschluss findet je auf Ende Dezember statt. Die Jahresrechnung ist spätestens im Laufe des folgenden Quartals dem Erziehungsdepartement zu bestellen, welches dieselbe prüft, sodann zweien von der Kantonallehrerkonferenz zu diesem Behufe bezeichneten Lehrern vorlegt und nach erfolgter Gutheissung durch den Regierungsrat im amtlichen Schulblatt veröffentlicht.

V. Schlussbestimmungen.

Art. 24. Jeweils nach Vornahme der in Art. 15 vorgesehenen Berechnung des Deckungsfonds oder auch sonst je nach Bedürfnis hat die Erziehungsbehörde

auf Grund der bisherigen Entwicklung der Kasse zu prüfen, ob und in welcher Richtung die Statuten zu revidiren bezw. Abänderungen in der Organisation zu treffen sind. Dabei darf aber dem Vermögen der Unterstützungskasse keine andere Verwendung als für den in Art. 1 dieser Statuten bezeichneten Zweck gegeben werden.

Bei solchen Revisionen steht der Lehrerschaft das Recht zu, ihre Wünsche und Anträge in geeigneter Weise geltend zu machen.

Art. 25. Vorstehende Statuten, welche in die Gesetzessammlung und in das amtliche Schulblatt aufzunehmen sind, ersetzen diejenigen vom 21./25. Oktober 1886 und treten, mit Ausnahme von Art. 4 lit. *d*, sofort in Kraft, immerhin in dem Sinne, dass für den Betrag und die Dauer der Pension aller gegenwärtig im Pensionsgenusse stehenden Personen die bezüglichen Bestimmungen der bisherigen Statuten auch weiter gelten.

---

75. 11. Reglement für die Sekundarlehrerkonferenz des Kantons Thurgau. (Vom 5. Juli 1895.)

§ 1. Sämtliche im Kanton Thurgau angestellten Sekundarlehrer sowie deren Stellvertreter bilden die Sekundarlehrerkonferenz, deren Zweck ist, das Schulwesen dieser Stufe gemeinsam zu fördern und die Fortbildung der Lehrer vorzugsweise in der Richtung ihres Berufes wirksam zu unterstützen.

§ 2. Die Sekundarlehrer und ihre Stellvertreter sind zum Besuche der Konferenz obligatorisch verpflichtet. Ausserdem werden die Mitglieder der Inspektionskommission regelmässig zu den Versammlungen eingeladen; dieselben üben ihr Mandat in fakultativer Weise aus und nehmen an den Verhandlungen der Konferenz mit beratender Stimme teil.

Freien Zutritt zu den Verhandlungen mit beratender Stimme, jedoch ohne obligatorische Verpflichtung, haben ebenso: 1. die Lehrer der Kantonsschule und des Seminars; — 2. solche Lehrer, die an Sekundarschulen aushülfsweise Unterricht erteilen; — 3. Schulfreunde, welche durch den Vorstand eingeführt werden.

§ 3. Die Konferenz wählt auf die Dauer von drei Jahren ihren Vorstand, nämlich: 1. einen Präsidenten, welcher die Verhandlungen leitet, den reglementarischen Gang der Geschäfte und den Verkehr mit den Behörden besorgt; — 2. einen Aktuar, der das Protokoll führt und in Verhinderung des Präsidenten dessen Stellvertreter ist; — 3. einen Quästor, der die Konferenzkasse besorgt, jährlich Rechnung stellt und Stellvertreter des Aktuars ist.

Von der Wahl des Vorstandes ist dem Erziehungsdepartement jeweils Anzeige zu machen.

§ 4. Die Konferenz hält jährlich zwei ordentliche Sitzungen und zwar in der Regel im Mai und im September. Ausserordentliche Versammlungen können auf Einladung des Erziehungsdepartements, durch Beschluss der Konferenz, sowie in ausserordentlichen Fällen auch durch den Vorstand angeordnet werden. Das Nähere über Ort und Zeit der Versammlungen bestimmt je für das nächste Mal die Konferenz oder in Ausnahmsfällen der Vorstand derselben.

§ 5. Die Verhandlungen der Konferenz erstrecken sich hauptsächlich auf folgende Gegenstände: 1. unmittelbare Angelegenheiten der Sekundarschule, insbesondere Lehr- und Lektionsplan, Lehrmittel und Methodik der einzelnen Unterrichtsfächer; — 2. Mitteilungen und Belehrungen zur eigenen Fortbildung der Sekundarlehrer; — 3. Beantwortung von Fragen und Abgabe von Gutachten, welche vom Erziehungsdepartement oder von der Inspektionskommission in Bezug auf die Sekundarschule eingefordert werden; — 4. allfällige Wünsche, welche die Konferenz an die Behörden gelangen zu lassen für gut findet, sowie Anträge an die Schulsynode.

§ 6. In der Regel liegt jeder Versammlung ein schriftliches Referat vor, welches in wichtigeren Fragen durch ein Korreferat ergänzt werden soll. In

einzelnen Fällen kann der Vorstand die Thesen der Referenten den Mitgliedern vor der Versammlung bekannt geben. Weitere Gegenstände der Verhandlungen bilden sodann freie Vorträge. Die Konferenz wird auch darauf Bedacht nehmen, dass hie und da von einem Mitgliede eine Probelektion aus einem Fache der Sekundarschule mit Schülern gehalten wird. In allen Fällen ist einer Diskussion über Referate und Vorträge stattzugeben.

Die Themata für die Referate, Vorträge und Probelektionen bestimmt die Konferenz; ebenso wählt sie die Referenten und Korreferenten für die folgende Sitzung selbst. Nötigenfalls kann indessen auch der Vorstand ein Mitglied mit einer vorbereitenden Arbeit für die Konferenz beauftragen. Dabei ist wesentlich darauf Bedacht zu nehmen, dass eine angemessene Kehrordnung stattfinde und möglichst alle Mitglieder betätigt werden.

Motionen oder Anregungen sind am Schlusse der Verhandlungen vorzubringen und werden zunächst in Bezug auf Erheblichkeit diskutirt.

§ 7. Je am Ende eines Schuljahres ist ein Bericht über die Tätigkeit der Konferenz an die Direktionskommission der Schulsynode und an das Erziehungsdepartement einzusenden. Derselbe wird vom Aktuar auf Grundlage des Protokolls verfasst, vom Präsidenten und Aktuar unterzeichnet und der Konferenz zur Prüfung vorgelegt. Dem Bericht ist die Zahl der Absenzen beizugeben. Das Absenzenverzeichnis ist vom Quästor zu führen.

§ 8. Für jede obligatorische Zusammenkunft erhalten die Sekundarlehrer und ihre Stellvertreter aus der Staatskasse ein Taggeld von Fr. 3, ausserdem bei einer Entfernung von über 10 km vom Sitzungsort eine Reiseentschädigung, die bei einer Entfernung von 10—50 km 1 Fr., bei einer Entfernung von 20 bis 30 km Fr. 2 und bei einer Entfernung von über 30 km Fr. 3 beträgt.

§ 9. Mitglieder, welche unentschuldigt von einer Konferenz wegbleiben, bezahlen in die Konferenzkasse eine Busse von Fr. 3.

Als Entschuldigungsgründe für das Ausbleiben gelten in der Regel: eigene Krankheit, Krankheit oder Tod der nächsten Angehörigen, mehrtägige Landesabwesenheit und Militärdienst.

Jede Entschuldigung ist dem Vorstande schriftlich einzureichen.

---

c. Programme für kantonale Lehrerturnkurse.

76. 12. **Turn-Repetitionskurs der zugerischen Lehrerschaft auf Anordnung des Erziehungsrates des Kantons Zug vom 3. bis und mit dem 8. August 1896 im Lehrerseminar in Zug.**

I. Programm.

1. Leitung. Der Kurs steht unter direkter Leitung von Herrn Hauptmann A. Gelzer, Turnlehrer in Luzern. Demselben ist Herr Seminarlehrer Öchslin als Gehülfe beigegeben. Die Seminardirektion übernimmt die allgemeine Überwachung.

2. Inspektion. Samstag den 8. August, nachmittags 2 Uhr, findet durch die erziehungsrätliche Turnkommission eine Inspektion statt.

3. Quartier und Verpflegung. Die Teilnehmer erhalten im Lehrerseminar Quartier und Verpflegung, sowie den vom Erziehungsrat bestimmten Tagessold. Sie sind gehalten, das angewiesene Nachtquartier zu benutzen. Nur in ganz dringenden Fällen kann der Kursleiter unter Anzeige an die Seminardirektion davon dispensiren. Die zwei jüngsten Teilnehmer besorgen abwechselnd den Dienst eines Zimmerchefs. Die Soldauszahlung erfolgt Samstag den 8. August durch den Präsidenten der erziehungsrätlichen Turnkommission, dem zugleich die Rechnungsführung übertragen ist.

4. Beginn und Schluss. Die Teilnehmer haben Montag den 3. August, vormittags 9 Uhr, im Seminarhof anzutreten und nach erfolgtem Appell die Zimmer zu beziehen. Samstag den 8. August, abends 5 Uhr, werden die Teilnehmer entlassen.

5. Bekleidung. Während der Übungszeit tragen die Teilnehmer eine einheitliche Kleidung, nämlich Blouse und Mütze. Diese werden sofort nach Bezug der Zimmer ausgeteilt und sind vor der Entlassung wieder abzugeben.

6. Tagesordnung. 5 Uhr: Aufstehen, Reinigungsarbeiten (Schuhwichsen, Kleiderbürsten etc.); — 5^{30}—6^{30}: Gelegenheit zum Besuch der Messe, Vorbereitung auf den Unterricht, Studium der Turnliteratur etc.; — 6^{30}—7: Frühstück; — 7: Antreten im Seminarhof; Appell, Rapport; — 7^{15}—9^{15}: Turnen laut Stunden- und Arbeitsplan; — 9^{15}—9^{45}: Pause; — 9^{45}—11^{30}: Turnen laut Arbeitsplan; — 12: Mittagessen; — 2: Antreten im Seminarhof; Appell; — 2^{15}—4: Turnen laut Arbeitsplan; — 4—4^{30}: Pause; Erfrischung im Seminar; — 4^{30}—6^{30}: Turnen laut Arbeitsplan; — 7: Nachtessen; — 9^{30}: Zimmer-Appell; — 10 Uhr: Lichterlöschen.

7. Rapportwesen, Postverkehr, Sanitarisches und Disziplinarisches. Der Zimmerchef hat beim Morgenappell dem Kursleiter Rapport zu erstatten über das Einrücken am Abend, die Ordnung und die Disziplin in den Zimmern und den Gesundheitszustand der Kursteilnehmer.

Allfällige Reklamationen der Kursteilnehmer sind beim Morgenverlesen einzubringen.

Kranke haben sich vor 6 Uhr morgens beim Zimmerchef zu melden und dieser rapportirt dem Kursleiter.

Wenn ärztliche Behandlung nötig ist, wird Herr Kantonsarzt Dr. Arnold herbeigerufen.

Die Spedition und die Verteilung der Postsachen an die Kursteilnehmer findet des Tages zweimal statt, beim Mittag- und Nachtessen.

Verstösse gegen die Disziplin werden von der Kursleitung geahndet, eventuell unter Mitteilung an das Erziehungsdepartement.

Anständiges, den Lehrerstand ehrendes Betragen, in und ausser der Übungszeit, wird strikte von allen Kursteilnehmern verlangt und erwartet.

II. Arbeitsplan.

1. Einteilung der Übungszeit.

Der zu behandelnde Übungsstoff ist auf 6 Arbeitstage mit zusammen 40 Arbeitsstunden verteilt.

Beim Unterricht gehen Theorie und Praxis parallel und ergänzen sich gegenseitig.

Der Arbeitsplan basirt auf Grundlage der revidirten neuen „eidgenössischen Turnschule". Zirka $^1/_4$ der Übungszeit wird der gegenseitigen Instruktion zugewiesen.

Die Gesangsübungen und ein Vortrag über „Methodik und Systematik beim Turnunterricht" werden auf die Abendstunden verlegt.

Stundenzuteilung zur Durcharbeitung der verschiedenen Übungszweige: *a.* Ordnungs- und Marschübungen 4 Stunden; — *b.* Freiübungen ohne und mit Eisenstab 12 Std.; — *c.* Gerätübungen am Stemmbalken, Klettergerüst, Springel und Sturmbrett 9 Std.; — *d.* zwei methodische Lektionen 1 Std.; — *e.* Turnspiele 4 Std.; — *f.* gegenseitige Instruktion in den obigen Übungszweigen 10 Stunden. Total: 40 Stunden.

2. Stundenplan.

Erster Kurstag, Montag den 3. August.

Vormittags 10—10^{30} Uhr: Ordnungsübungen der I. Stufe. Bildung und Auflösung einer Frontlinie. Numeriren § 1—4. Richtungen § 5—7. Übergang aus der Linie in Marschkolonne und umgekehrt durch Schwenkung der Gruppen § 8—10. Öffnen und Schliessen der Marschkolonne § 12. — 10^{30}—11^{30} Uhr: Freiübungen der I. Stufe. Stellungen: Grundstellung, Schrittstellung, Drehung § 13—17. Gangarten: Taktschritt, Kurztreten, Gehen rückwärts, Schrittwechsel § 18—23. Armübungen § 29—36.

Nachmittags 2^{15}—2^{45} Uhr: Kommandirübungen (Instruktion). — 2^{45}—3^{45} Uhr: Gerätübungen. I. Turnjahr am 30 cm hohen Balken § 67, am Klettergerüst I. Turnjahr § 64. — 3^{45}—4 Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Armübungen § 29—36. — 4—4^{30} Uhr: Pause. — 4^{30}—5^{30} Uhr: Freiübungen der I. Stufe. Gangarten: Taktschritt, Schrittwechsel, Laufschritt § 23—28. Rumpfbeugen, Rumpfneigen, Rumpfdrehen § 37—39. Beinübungen § 40—44. — 5^{30}—6^{30} Uhr: Turnspiele. Haschen, Fuchs ins Loch, Schwarzer Mann, Dritten Schlagen. — 6^{30} Uhr: Abtreten.

Zweiter Kurstag, Dienstag den 4. August.

Vormittags 7^{15}—7^{45} Uhr: Ordnungsübungen der II. Stufe. An- und Abtreten (zwei Glieder). Numeriren § 85—87. Richtungen § 90—91. Übergang aus der zweigliedrigen Linie in die eingliedrige und umgekehrt § 92—93. Frontmarsch § 94. Übergang aus der Linie in Marschkolonne und umgekehrt durch Schwenkung der Gruppen § 96. Übergang aus der zweigliedrigen Linie in die geöffnete Aufstellung § 99 1, a, b, c, d. — 7^{45}—8^{45} Uhr: Freiübungen der I. Stufe. Beinübungen. Hüpfen, Springen § 45—47. Vorübungen zum Spreizsprung § 59. Übungen in abgeleiteten Stellungen § 48. — 8^{45}—9^{15} Uhr: Gerätübungen am hüfthohen Balken I. Turnjahr § 68. — 9^{15}—9^{45} Uhr: Pause. — 9^{45}—10^{15} Uhr: Gerätübungen am Klettergerüst I. Turnjahr § 64 Fortsetzung. — 10^{15}—10^{45} Uhr: Springen über die Schnur. I. und II. Turnjahr § 61—62. — 10^{45}—11^{30} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen der I. Stufe. Rumpfübungen § 37 bis 39. Beinübungen § 40—44. Hüpf- und Sprungübungen § 45—47. Spreizsprung § 59.

Nachmittags 2^{15}—2^{45} Uhr: Ordnungsübungen der II Stufe. Frontmarsch § 94. Schrägmarsch § 95. Übergang aus der Linie in Marschkolonne und umgekehrt durch Abbrechen und Aufmarsch § 97 und 98. Übergang aus der zweigliedrigen Linie in die geöffnete Aufstellung § 99 2, a, b, c. — 2^{45}—3^{45} Uhr: Freiübungen der I. Stufe. Repetition der Übungen in abgeleiteten Stellungen § 48. Übungsverbindungen § 49—53. Übungsreihen § 54—58. — 3^{45}—4 Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Ordnungs- und Marschübungen der I. Stufe. § 1—12. — 4—4^{30} Uhr: Pause. — 4^{30}—5^{30} Uhr: Gegenseitige Instruktion am 30 cm hohen Stemmbalken I. Turnjahr § 67 und am Klettergerüst I. Turnjahr § 64. — 5^{30} bis 6^{30} Uhr: Turnspiele. Kapitän, Stehball, Schlagball, Kreisfussball. — 6^{30} Uhr: Abtreten.

Dritter Kurstag, Mittwoch den 5. August.

Vormittags 7^{15}—7^{45} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Ordnungs- und Marschübungen der II. Stufe. An- und Abtreten (zwei Glieder). Numeriren § 85—87. Richtungen § 90 und 91. Übergang aus der zweigliedrigen Linie in die eingliedrige und umgekehrt § 92 und 93. Frontmarsch § 94. Schrägmarsch § 95. Übergang aus der Linie in Marschkolonne und umgekehrt durch Schwenkung der Gruppen § 96; durch Abbrechen und Aufmarsch § 97 und 98. Übergang aus der zweigliedrigen Linie in die geöffnete Aufstellung § 99 1, a, b, c, d und § 99 2, a, b, c. — 7^{45}—8^{45} Uhr: Freiübungen der II. Stufe. Armkreisen § 105, Hiebe § 106, Rumpfübungen § 107, Beinübungen § 107—111. — 8^{45} bis 9^{15} Uhr: Gerätübungen. Sturmbrett § 155. — 9^{15}—9^{45} Uhr: Pause. — 9^{45} bis 10^{45} Uhr: Gerätübungen am Stemmbalken II. Turnjahr § 69, Klettergerüst II. Turnjahr § 65. — 10^{45}—11 Uhr: Springen über die Schnur I. und II. Turnjahr § 61 und 62. — 11—11^{30} Uhr: Methodische Lektion.

Nachmittags 2^{15}—3^{15} Uhr: Freiübungen mit dem Eisenstab § 126—144. — 3^{15}—4 Uhr: Gegenseitige Instruktion am Stemmbalken I. Turnjahr § 68. Gegenseitige Instruktion am Springel I. und II. Turnjahr § 61 und 62. — 4—4^{30} Uhr: Pause. — 4^{30}—5^{30} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen der I. Stufe. Übungen in abgeleiteten Stellungen § 48. Übungsverbindungen § 49—53. Übungsreihen § 54—58. — 5^{30}—6^{30} Uhr: Turnspiele. Grenzfussball (ohne Aufnahmen), Grenzball, Stossball. — 6^{30} Uhr: Abtreten.

Vierter Kurstag, Donnerstag den 6. August.

Vormittags 7^{15}—7^{45} Uhr: Ordnungs- und Marschübungen der II. Stufe. Repetition. — 7^{45}—8^{45} Uhr: Freiübungen mit Eisenstab. Übungsverbindungen

in Grundstellung § 145 und 146. — 8^{45}—9^{15} Uhr: Methodische Lektion. — 9^{15}—9^{45} Uhr: Pause. — 9^{45}—10^{45} Uhr: Gerätübungen am Stemmbalken III. Turnjahr § 70. Klettergerüst III. Turnjahr § 66. — 10^{45}—11^{30} Uhr: Freiübungen der II. Stufe in abgeleiteten Stellungen § 114 und 115. Sprungübungen mit Drehungen § 112 und 113.

Nachmittag: Frei bis zum Zimmerappell.

Fünfter Kurstag, Freitag den 7. August.

Vormittags 7^{15}—7^{45} Uhr: Marsch- und Laufübungen § 100—104. — 7^{45} bis 8^{45} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen der II. Stufe. Armkreisen § 105. Hiebe § 106. Rumpfübungen § 107. Beinübungen § 109—111. — 8^{45}—9^{15} Uhr: Gegenseitige Instruktion am Sturmbrett § 155. — 9^{15}—9^{45} Uhr: Pause. — 9^{45}—10^{45} Uhr: Gegenseitige Instruktion am Stemmbalken II. Turnjahr § 69. Gegenseitige Instruktion am Klettergerüst II. Turnjahr § 65. — 10^{45}—11^{30} Uhr: Freiübungen der II. Stufe. Übungsverbindungen. Auslage und Ausfall § 119. Fechtausfall § 121. Rumpfübungen mit Armübungen § 123.

Nachmittags 2^{15}—3^{15} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen mit Eisenstab § 126—144. — 3^{15}—4 Uhr: Gerätübungen am Stemmbalken IV. Turnjahr § 159, am Klettergerüst IV. Turnjahr § 156. — 4—4^{30} Uhr: Pause. — 4^{30}—5^{30} Uhr: Freiübungen mit Eisenstab. Zu- und in abgeleiteten Stellungen § 147. 1. Schrittstellungen mit gestreckten Beinen. 2. Auslagestellungen. 3. Ausfallstellungen. 4. Fechtausfall.

Sechster Kurstag, Samstag den 8. August.

Vormittags 7^{15}—7^{45} Uhr: Ordnungs- und Marschübungen. Repetition. — 7^{45}—8^{45} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen der II. Stufe. Übungsverbindungen. Auslage und Ausfall § 119. Fechtausfall § 121. Rumpfübungen mit Armübungen § 123. — 8^{45}—9^{15} Uhr: Gegenseitige Instruktion am Stemmbalken III. Turnjahr § 70. Gegenseitige Instruktion am Springel III. bis VI. Turnjahr § 149—154. — 9^{15}—9^{45} Uhr: Pause. — 9^{15}—10^{45} Uhr: Gegenseitige Instruktion in den Freiübungen m. Eisenstab. Zu- und in abgeleiteten Stellungen § 147. 1. Schrittstellungen mit gestreckten Beinen. 2. Auslagestellungen. 3. Ausfallstellungen. 4. Fechtausfall. — 10^{45}—11^{15} Uhr: Freiübungen mit Eisenstab § 147. Fortsetzung Nr. 13—17. — 11^{15}—11^{30} Uhr: Instruktion über das Meldungswesen.

Nachmittags 2^{15}—4 Uhr: Inspektion nach Anordnung der Prüfungskommission. — 4—5 Uhr: Vespertrunk und Übergabe der gefassten Effekten, Soldauszahlung. — 5 Uhr: Schluss des Kurses und Entlassung der Mannschaft.

Je nach den Witterungs- und Raumverhältnissen, den disponiblen Turngerätschaften und der Qualität der Kursteilnehmer hinsichtlich Leistungsfähigkeit und turnerischer Vorbildung ist der Kursleiter befugt, Abänderungen an vorstehendem Kursprogramm zu treffen.

---

77. 13. **Programme du Canton de Fribourg pour le cours de répétition de gymnastique des Instituteurs de la Gruyère à Gruyères.** (Les 16—18 septembre 1895.)

A. Exercices d'ordre.

1er degré. Ligne d'un rang.

1. Former et rompre le rang. Numéroter . . .	Art. 12 et 62	du Règl. d'exer.
2. Les alignements	„ 27	„ „
3. Passer de la ligne à la colonne de marche et vice versa par une conversion (Mains en chaîne)	„ 81 et 85	„ „
4. Changer la direction de la colonne de marche	„ 89	„ „
5. Ouvrir et serrer la ligne de front (en échelons)	„ 32	de l'Ecole de gymn.
6. „ „ la colonne de marche (grande distance)	„ 26	„ „
7. Marche de front (facultatif)	„ 75	du Règl. d'exercices.
8. Contremarches successives	„ 118	de l'Ecole de gymn.

IIme degré. Ligne de deux rangs.

1. Former et rompre les rangs. Numéroter . . Art. 59 et 62 du Règl. d'exer.
2. Les alignements . . . . . „ 65 et 66 „ „
3. Passer de la formation sur 2 rangs à celle sur 1 rang et vice versa . . . . . „ 79 „ „
4. Marche de front . . . . . „ 75 „ „
5. Conversions . . . . . „ 77 „ „
6. Passer de la ligne à la colonne de marche et vice versa par une conversion . . . . . „ 81 et 85 „ „
7. Ouvrir et serrer les rangs: *a.* premier rang, 8 pas en avant. — Marche! Par groupes, tournez à droite. — Marche! Distance à gauche, à 2 pas, en marchant en avant. — Marche! — *b.* Deuxième rang, demi-tour. — Droite! Premier rang, tournez à droite; deuxième rang, tournez à gauche. — Marche! Distance à gauche et à droite. — Marche! — *c.* Par groupes tournez à droite (gauche). — Marche! — Distance à gauche. — Marche! — A gauche (droite). — Gauche! (droite!) — Distance à gauche (à droite ou à gauche et à droite). — Marche!
8. Passer de la ligne à la colonne de marche en rompant ou de la colonne de marche à la ligne par une mise en ligne. Art. 82 et 86 du Règlement d'exercices.

B. Exercices libres.

Ier degré.

a. Positions. — 1. Position normale. Conversions individuelles. — 2. Positions de pas. — 3. Ouvrir et fermer le pas. — 4. Changement des diverses positions de pas.

b. Exercices de marche. — 1. Pas cadencé. — 2. Pas accéléré. — 3. Pas gymnastique. — 4. Changement de pas continu. (Art. 61 de l'Ecole de gymnastique.) — 5. Pas raccourci. — 6. Pas en arrière. — 7. Course de durée.

c. Exercices des bras. — 1. Lever et abaisser les bras (en av., de côté, en arr.; en av. en h., de côté en h., en arr. en h.). — 2. Lancer les bras dans les mêmes directions. — 3. Lancer les poings (de la position poings aux épaules) en av., de côté, en h., oblique, en arr., en bas. — 4. Lancer les bras en cercle (en av., en arr., en dehors, en dedans, à g. ou à dr. de côté.

d. Exercices des jambes. — 1. Sur la pointe des pieds: extension continue des pieds. — 2. Lever et lancer la jambe (g., d., alternativement, en ev., de côté, en arr., en dedans). — 3. Flexions et flexions continues des genoux. — 4. Lever le talon, le genou et extension de la jambe.

e. Exercices du tronc. — 1. Rotation du torse et changement de rotation. — 2. Flexion du torse et changement de flexion.

f. Sautillements et sauts. — 1. Sautillement sur place, en av., de côté. — 2. Saut sur place, en avant.

g. Exercices combinés. — 1. Extension continue des pieds et lancer les bras, lancer les poings, lancer les bras en cercle, dans les diverses directions. — 2. Exercices des bras: *a.* étant sur la pointe des pieds; *b.* ayant les genoux fléchis. — 3. Ouvrir et fermer le pas avec exercices des bras. — 4. Exercices des bras et du torse dans la position du pas et dans la position écartée.

IIme degré.

a. Positions. — 1. Grande flexion des genoux dans la position du pas. (Pieds à angle droit.) — 2. Position d'escrime (en garde). — 3. Position d'escrime (se fendre). — 4. Appui couché.

b. Exercices de marche. — Comme au Ier degré, mais avec plus d'énergie et de régularité.

c. Exercices des bras. — Comme au Ier degré, mais éventuellement: 1. Cercle des bras dans les diverses directions. — 2. Cercle des bras après balancements,

d. Exercices combinés. — 1. Exercices dans la grande flexion des genoux. (Flexion et extension des bras, lancer les poings.) — 2. Flexion des genoux dans la position écartée et dans la position du pas oblique avec exercices des bras et du torse. — 3. Changements de positions de pas et flexions. — 4. Passe d'escrime (se fendre) de la position normale ou de la petite flexion des genoux avec exercices des bras. — 5. Changement de passe d'escrime et de grande flexion des genoux dans la position du pas, mise en garde.

C. Le Saut.

On ne s'attardera pas aux exercices méthodiques, mais on passera le plus vite possible au saut appliqué.

I. Saut en longueur. (Avec ou sans tremplin.) — 1. Saut par dessus de petits obstacles. — 2. Saut par dessus la corde. — 3. Saut pour franchir les obstacles naturels (fossés, ruisseaux, etc.).

II. Saut en hauteur. (Avec ou sans tremplin.) — 1. Saut avec pose gauche et droite de la position du pas; élan en marchant, en courant; saut à pieds joints de la station. — 2. Saut par dessus les obstacles naturels.

D. Exercices avec cannes.

Longueur: 1 m Poids: 1,5 à 2 kg. — Les exercices élémentaires se baseront sur les art. 149 à 164 et 190 à 195 de l'Ecole de gymnastique. On ne s'arrêtera pas trop longtemps à les pratiquer isolément, mais on les combinera en groupes comme ci-dessous.

I. Exercices faciles. — 1. Position du pas g. en av., canne en av.; pas g. en arr., canne en h.; pas gauche en av., canne sur la nuque; position de départ. Même exercice du côté opposé.

2. Pas g. de côté, canne en av. à g.; pas croisé g., canne à g. en h.; pas g. de côté, canne de côté à dr.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

3. Pas g. de côté, canne à dr. en h.; pas croisé g. (derrière la jambe d.), canne derrière l'épaule dr.; pas g. de côté, canne à d. en h.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

4. Pas g. en av., canne devant les épaules; 4 flexions continues du genou g. et lancer la canne 2 fois en av. et 2 fois en h.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

5. Pas g. de côté, canne de côté à dr.; flexion du genou g., canne à d. en h.; extension du genou g., canne de côté à g.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

6. Flexion des genoux, canne horiz. en av.; grande flexion des genoux, canne verticale devant le corps; flexion des genoux, canne horiz. en av.; position de départ.

7. Canne horiz. devant les épaules; 4 grandes flexions continues des genoux, lancer la canne en av., de côté à g., de côté à d., en h.; position de départ.

8. Rotation du torse à g., canne oblique à g.; rotation du torse à d., canne oblique à d.; rotation du torse à g., canne oblique à g.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

9. Lever le genou g., canne en h.; lever la jambe g. en av., canne en av.: lever la jambe g. en arrière, canne derrière les épaules; position de départ. Même exercice du côté opposé.

10. Lever le genou g., canne devant les épaules; lancer le pied de côté à g., lancer la canne de côté à d.; lever le genou g., canne devant les épaules; position de départ. Meme exercice du côté opposé.

11. Saut à la position écartée, canne en h.; flexion du torse en av., canne en bas (horiz.); flexion du torse en arrière, canne en av.; extension du torse, canne à la position de départ.

12. Saut à la position écartée; flexion du torse de côté à g., flexion du genou g., canne à d., en h,; balancement du torse de côté à d., flexion du genou d., canne à g., en h.; balancement du torse de côté à g., flexion du genou g., canne à d., en h.; extension du torse et position de départ.

II. Exercices plus difficiles. — 1. Lever la jambe g. en av., canne en h.; balancer la jambe g. en arrière, canne en arrière à gauche; balancer la jambe g. en av., canne en h.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

2. Pas g. de côté, canne en haut.; flexion du genou d., flexion du torse de côté à g., canne à d. en h.; extension du genou d., flexion du genou g., flexion du torse de côté à droite, canne à g. en h.; extension du genou g., flexion du genou dr., flexion du torse de côté à gauche, canne à d. en h.; position de départ. Même exercice du côté opposé.

3. Grande flexion des genoux, canne derrière les épaules (horiz.); extension des genoux et flexion du torse en av., canne en bas; extension du torse, grande flexion des genoux, canne oblique à g.; extension des genoux, flexion du torse de côté à g., canne à droite en haut; extension du torse, grande flexion des genoux, canne en haut; extension des genoux, flexion du torse de côté à dr., canne à g. en h.; extension du torse; position de départ.

4. Saut à la position écartée, canne en h.; grande flexion du genou g., canne en avant; extension du genou, canne en haut; position de départ. Même exercice du côté opposé.

5. A gauche en garde, canne croisée; 4 passes d'escrime (se fendre) en av. à g. en pointant et retour immédiat à la position d'escrime (en garde); position de départ. Même exercice du côté opposé.

6. A g. en garde, canne croisée; 4 fois „tête-parez" et retour immédiat à la position de la canne croisée; position de départ. Même exercice du côté opposé.

7. Se fendre en avant à g., canne à dr. en arr.; fermer le pas dr. en avant et grande flexion des genoux, canne en avant; se fendre en av. à g., canne à dr. en arrière fermer le pas dr. en av. et position de départ. Même exercice du côté opposé.

8. Grande flexion des genoux, canne oblique à droite; lancer la jambe g. de côté et passe d'escrime à g. de côté, en pointant; ramener le pied droit et grande flexion des genoux, canne à droite en haut; position de départ. Même exercice du côté opposé.

9. Pas gauche en avant, canne à droite en arrière; saut en avant à la grande flexion des genoux, canne en avant; position de départ. Même exercice du côté opposé. Plusieurs de ces exercices peuvent être réunis en figure d'ensemble.

E. Exercices au Reck. (Eventuellement.)

I. Suspension à la durée et exercices de jambes. — 1. Suspension latérale allongée à la durée avec prises différentes. Compter jusqu'à un nombre déterminé.

2. Suspension latérale et transversale avec écart des jambes.

3. Suspension latérale allongée en levant les genoux, les talons, les jambes.

II. Suspension couchée transversale et latérale. Monter par le genou. (Le reck à la hauteur du front.) — 1. De la station transversale, élan à la suspension faciale par le genou gauche et ensuite par le genou droit.

2. Flexion et extension des bras dans la suspension couchée transversale.

3. Passer de la suspension couchée transversale à la suspension couchée latérale; genou gauche entre les mains. Balancement dans la suspension couchée latérale, passement de la jambe gauche pour arriver à la station latérale. Même exercice à droite.

4. Suspension couchée latérale par le genou gauche; balancement pour arriver au siège latéral sur la cuisse gauche; suspension couchée latérale par le genou gauche; passement de la jambe gauche pour arriver à la station latérale. Même exercice à droite.

III. Monter par renversement dans différentes prises. (Le reck comme ci-dessus.) — 1. Monter par renversement avec prise dorsale; saut en arrière avec élan à la station latérale.

2. Monter par renversement avec prise dorsale, lancer la jambe gauche sur le reck; descendre en arrière à la suspension latérale par le genou gauche; balancement et siège sur le reck; lancer la jambe gauche en dehors et saut à terre en arrière. Même exercice à droite.

3. Monter par renversement avec prise faciale à l'appui tendu; descendre par renversement à la suspension latérale fléchie, balancement et saut à terre en arrière.

On augmente la difficulté des excercices en plaçant le reck qui peut être atteint avec un petit saut.

F. Jeux.

Le chat et la souris. — Tape-dos. — Passer la balle. — Deux c'est assez, trois c'est trop. — La lutte à la corde. — Lancer la balle. — Le combat de coqs. — Jacques où es-tu? — Les prisonniers. — Sauter en cercle. — La balle en cercle.

Jour et nuit. — Le cavalier mal monté. — L'homme noir. — Les barres. — La course au bonnet. — L'épervier. — La Mère Garuche. — Les drapeaux. — La défense de la frontière.

NB. Ce Programme a été approuvé par M. le Directeur de l'Instruction publique sur le préavis de l'Inspecteur scolaire de la Gruyère.

VI. Mittelschulen.

78. 1. Kantonsschule Zürich. Lehrplan der Handelsabteilung der Industrieschule. (Vom 11. Dezember 1895.)

B. Handelsschule.

Vorbemerkung. Ein erster Beschluss der Aufsichtsbehörden sah für nachstehenden, im Dezember 1895 genehmigten Lehrplan, wodurch die frühere dreiklassige Kaufmännische Abteilung in eine vierklassige Handelsschule umgewandelt worden ist, sukzessive Ein- und Durchführung von unten herauf vor.

Durch einen zweiten Beschluss vom 3. April 1897 wurde nun aber schon für das nächste Schuljahr 1897/98 die Eröffnung der III. und IV. Klasse nach dem neuen Lehrplan angeordnet, während im abgelaufenen Schuljahr die Klassen II und III noch nach dem alten Lehrplan unterrichtet worden sind. Daher müssen im Lehrplan dieser beiden Klassen für die zwei nächsten Schuljahre noch einige Modifikationen eintreten, welche jeweilen beim betreffenden Fache in kleinerer Schrift vorgemerkt sind.

Übersicht des Lehrplans.

Klassen	I		II		III		IV		Total in Jahresstunden
Obligatorische Fächer:	Sommer	Winter	Sommer	Winter	Sommer	Winter	Sommer	Winter	
Deutsch	5	6	4	4	3	3	3	3	15½
Französisch	6	5	5	5	3	3	3	3	16½
Englisch	3	3	3	3	3	3	3	3	12
Italienisch	—	—	4	4	3	3	2	2	9
Geschichte	2	2	2	2	2	2	2	2	8
Geographie	2	2	2	2	2	2	2	2	8
Mathematik	4	4	2	2	1	1	2	2	9
Physik	—	—	—	2	2	2	2	2	5